



**AVENANT N°2**  
**CONVENTION - CADRE RELATIVE**  
**AU PROGRAMME D' ACTIONS DE PREVENTION DES INONDATIONS**  
**DU BASSIN DE LA SEUDRE**

Entre :

**L'Etat,**

représenté par Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime, préfet pilote du PAPI Bassin de la Seudre,  
M. Nicolas BASSELIER,  
*Préfecture de la Charente-Maritime - 38 rue Réaumur - 17017 LA ROCHELLE*

et

**La Région Nouvelle-Aquitaine,**

représentée par son Président,  
*Région Nouvelle-Aquitaine - 14, rue François de Sourdis - 33077 BORDEAUX*

et

**Le Département de la Charente-Maritime,**

représenté par son Président,  
*Département de la Charente-Maritime - 85 Boulevard de la République - 17076 LA ROCHELLE*

et

**Le Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre,**

porteur du Programme d'Actions de Prévention des Inondations Bassin de la Seudre,  
représenté par son Président, M. Pascal FERCHAUD  
*SMBS – 17 rue de l'électricité - 17200 ROYAN*

et

**La Communauté d'Agglomération Royan Atlantique (CARA),**

représentée par son Président, M. Vincent BARRAUD,  
*Communauté d'Agglomération Royan Atlantique - 107, avenue de Rochefort - 17200 ROYAN*

et

**La Communauté de Communes du Bassin de Marennes,**  
représentée par son Président, M. Patrice BROUHARD,  
*Communauté de Communes du Bassin de Marennes - 10, rue du Maréchal Foch - 17320 MARENNES*

Ci-après désignés par « **les partenaires du projet** »

## **Préambule**

Le bassin de la Seudre a connu ces dernières décennies plusieurs événements météorologiques majeurs : une crue centennale en 1982, la tempête Martin en 1999 et la tempête Xynthia en 2010. Ces événements ont à chaque fois engendré d'importants dégâts matériels, économiques, mais aussi environnementaux.

Face à cette problématique, le Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre (SMBS), sous l'impulsion de ses élus, s'est saisi en 2013 de l'appel à projet du Ministère de l'Environnement pour engager un Programme d'Actions de Prévention des Inondations d'intention, contractualisé de 2014 à 2017. Grâce aux études ainsi menées le PAPI complet Bassin de la Seudre a été élaboré puis labellisé en Commission Mixte Inondation le 17 octobre 2017. Compte tenu de son périmètre couvrant l'ensemble du bassin versant, de ses compétences en adéquation avec les objectifs PAPI et de son expérience dans la mise en œuvre de cette démarche, le SMBS a été choisi d'un commun accord pour devenir la structure porteuse du PAPI complet. La convention cadre du PAPI a été signée en juillet 2018 et la mise en œuvre du programme est assurée depuis cette date par le SMBS et les différents maîtres d'ouvrages.

Le 18 mai 2021, un premier avenant a été labellisé par la Commission Inondation du Bassin Adour Garonne. Trois actions ont été ajoutées et les délais de mise en œuvre du PAPI ont été prolongés jusqu'en 2025. Depuis, les études préalables aux travaux de l'axe 7 du PAPI ont donné de premiers résultats montrant la nécessité d'un nouvel avenant au PAPI.

## **Article 1 – Périmètre géographique du projet**

Le projet concerne le bassin de la Seudre, faisant partie de la région Nouvelle-Aquitaine et plus précisément du département de la Charente-Maritime. Le périmètre PAPI complet, équivalent à celui du PAPI d'intention, intègre pour tout ou partie de 67 communes.

Le PAPI couvre géographiquement l'ensemble des secteurs inondables par débordement de cours d'eau à l'échelle d'un périmètre hydrographique cohérent (le bassin versant) ainsi que ceux soumis aux submersions marines dans le bassin de risque de l'estuaire de la Seudre et sur l'ensemble de la commune de Bourcefranc-le-Chapus.

Les communes concernées figurent à l'intérieur du périmètre défini en Annexe 1 de la présente convention.

## **Article 2 – Durée de la convention**

La présente convention couvre une période de 5 ans à compter de sa signature par l'ensemble des partenaires du projet.

## **Article 3 – Cadre juridique**

Les principaux textes applicables dans le cadre de la Convention sont rappelés ci-après :

- Directive européenne n°2007/60/CE du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et la gestion des risques d'inondation ;
- Stratégie nationale de gestion des risques d'inondation arrêtée le 7 octobre 2014 ;
- Plan de gestion des risques d'inondation du bassin Adour-Garonne ;
- Stratégie locale de gestion des risques d'inondation du TRI « Littoral Charentais-maritime » ;
- Code de l'environnement, notamment les articles L. 561-1 et suivants ;
- Article 128 de la loi de finances n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 pour 2004 ;
- Article 136 de la loi de finances n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 pour 2006 ;
- Décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement.
- Décret n° 2021-516 du 29 avril 2021 portant abrogation de certaines dispositions relatives à la prévention des risques naturels majeurs (partie réglementaire du code de l'environnement)
- Décret n° 2021-518 du 29 avril 2021 relatif au fonds de prévention des risques naturels majeurs (modification de la partie réglementaire du code de l'environnement)
- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Adour-Garonne ;
- Schéma d'aménagement et de gestion de l'eau du bassin de la Seudre ;
- Cahier des charges « PAPI 3 2021 Version post-guide FPRNM » ;
- Instruction du Gouvernement du 10 mai 2021 portant mise en œuvre du cahier des charges de l'appel à projets relatif aux programmes d'actions de prévention des inondations (« PAPI 3 2021 ») ;
- Avis favorable de la Commission Inondation de Bassin en date du **7 décembre 2023** pour l'avenant au PAPI complet du bassin de la Seudre (cf. Annexe 2).

## **Article 4 – Objectifs du projet de prévention des inondations**

En s'engageant à soutenir ce projet de prévention des inondations, les acteurs co-signataires affirment leur volonté de réduire de façon durable les dommages aux personnes et aux biens consécutifs aux inondations en mettant en œuvre une approche intégrée de prévention des inondations selon le programme d'actions

décrit ci-après.

Par la mise en œuvre des actions de ce programme d'actions, les partenaires du projet s'engagent, dans le respect de leurs prérogatives respectives, à traiter de manière globale et intégrée les problématiques de gestion des risques d'inondation, de préservation de l'environnement et d'aménagement du territoire, à informer le public pour développer la conscience du risque, et à réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et des territoires aux phénomènes naturels prévisibles d'inondations.

#### **Article 5 – Contenu de l'avenant au programme d'action et maîtrise d'ouvrage**

Parmi les sept axes définis par le cahier des charges « PAPI 3 », le projet d'avenant au programme d'actions objet de la présente convention a retenu des modifications dans les 4 axes d'intervention suivants :

Axe 1 : l'amélioration de la connaissance et de la conscience du risque

Axe 5 : la réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens

Axe 7 : la gestion des ouvrages de protection hydrauliques

Le programme d'action du présent avenant est défini dans les fiches jointes en Annexe 3 de la présente convention. Ces fiches précisent notamment la maîtrise d'ouvrage, le plan de financement ainsi que le calendrier prévisionnel de réalisation de chaque action. Les lettres d'intention des maîtres d'ouvrage et les lettres d'engagement des co-financeurs du programme sont annexées à la présente convention (cf. annexe 4).

#### **Article 6 –Modification du montant et de l'échéancier prévisionnel du projet de prévention des inondations**

Sur la durée de la convention, le coût total du programme est modifié. Il est évalué à 24 066 114,26 € (somme du montant des actions en TTC sauf pour les actions de l'axe 7 pour lesquelles le maître d'ouvrage récupère la TVA, cf. détail en annexe 5).

**Ce coût total** se répartit entre les différents axes du programme de la manière suivante :

Animation du PAPI	558 800 € TTC
Axe 1	313 600 € TTC
Axe 2	0 €
Axe 3	ETP communes et Animation PAPI
Axe 4	Animation PAPI
Axe 5	2 234 420 € TTC
Axe 6	60 000 € TTC
Axe 7	20 899 294,26 € HT
<b>Total</b>	<b>24 066 114,26 €</b>

L'échéancier prévisionnel modifié de l'engagement des dépenses est le suivant :

Engagement prévisionnel des dépenses par année (programme cumulé)												
Financeurs	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
Etat (TTC)	20 320 €	53 320 €	86 070 €	62 070 €	38 420 €	322 220 €	375 755 €	325 255 €	330 655 €	312 655 €	36 502 €	1 963 240 €
(Axe 7 HT)		12 561 €	123 303 €	178 168 €	213 168 €	254 470 €	1 417 065,18 €	2 273 272,23 €	2 081 279,38 €	1 036 000,00 €	1 036 000,00 €	8 625 287 €
Région Nouvelle-Aquitaine (Axe 7 HT)		2 512 €	24 661 €	35 634 €	42 634 €	50 894 €	273 724,44 €	440 205,85 €	406 315,88 €	202 020,00 €	202 020,00 €	1 680 620 €
Département de la Charente-Maritime (TTC)						34 550 €	34 550 €	23 150 €	23 150 €	23 150 €		138 550 €
(Axe 7 HT)		5 024 €	49 321 €	71 267 €	85 267 €	101 788 €	855 362,87 €	1 438 225,69 €	1 334 481,75 €	675 990,00 €	675 990,00 €	5 292 718 €
Agence de l'Eau (TTC)	20 320 €	15 240 €	15 240 €	15 240 €	15 240 €	15 240 €	15 240 €	15 240 €	15 240 €	15 240 €	15 240 €	172 720 €
SMBS (TTC)	10 160 €	38 640 €	61 790 €	47 390 €	33 340 €	38 240 €	64 593 €	53 593 €	58 993 €	40 993 €	15 240 €	462 970 €
CDA Royan Atlantique (TTC)						8 700,00 €	8 700,00 €	4 650,00 €	4 650,00 €	4 650,00 €		31 350 €
(Axe 7 HT)			44 297 €	55 173 €	62 173 €	96 454 €	854 004 €	1 436 867 €	1 334 482 €	675 990 €	675 990 €	5 235 430 €
CDC du Bassin de Marennes (TTC)						22 550,00 €	42 550,00 €	18 500,00 €	18 500,00 €	18 500,00 €		120 600 €
(Axe 7 HT)		5 024 €	5 024 €	16 093,96 €	23 093,96 €	5 334,00 €	5 334,00 €	5 334,00 €	0,00 €	0,00 €		65 239 €
Service de Prévision des Crues (TTC)		13 200 €	26 400 €	13 200 €								52 800 €
SHOM (TTC)		11 400 €	22 800 €	11 400 €								45 600 €
Propriétaires bâtis						16 300 €	35 798 €	35 798 €	35 798 €	35 798 €	19 498 €	1 78 990 €
<b>TOTAL</b>	<b>50 800 €</b>	<b>156 922 €</b>	<b>458 906 €</b>	<b>505 636 €</b>	<b>513 336 €</b>	<b>966 740 €</b>	<b>3 982 675 €</b>	<b>6 070 089 €</b>	<b>5 643 544 €</b>	<b>3 040 985 €</b>	<b>2 676 480 €</b>	<b>24 066 114 €</b>

\* La Région Nouvelle-Aquitaine a délibéré le 9 octobre 2017 pour un montant total de 1 700 000 €

Cet échéancier est fourni à titre indicatif et sera soumis à variations en fonction de l'état d'avancement opérationnel des actions.

Le tableau financier en annexe 5 de la présente convention détaille la contribution financière de chaque partenaire du projet ainsi que des tiers, pour les actions prévues dans le cadre du programme d'actions.

Le calendrier prévisionnel des engagements financiers, en Annexe 6 de la présente convention, détaille l'hypothèse de ventilation financière pluriannuelle de chacune des actions prévues dans le cadre du programme d'actions.

## Article 7 – Propriété intellectuelle

Le porteur de projet s'assure que les données et documents (études, cartes, modélisations, etc.) produits dans le cadre des actions menées au sein du programme d'actions objet du présent avenant soient mis à la disposition des co-financeurs de l'action concernée. Le cas échéant, une convention spécifique précisant les conditions d'utilisation de ces données pourra être rédigée.

## Article 8 – Décision de mise en place de financement et conditions de paiement

Les décisions de mise en place de financement des actions prévues par le présent avenant sont prises par les Parties à la présente convention dans le cadre de leurs règles habituelles et dans la limite des dotations budgétaires annuelles.

Le paiement des subventions du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) pour les actions relatives aux aménagements hydrauliques et aux systèmes d'endiguement (VII.M.1, VII.M.2, VII.M.3, VII.M.4

et VII.M.5) est notamment conditionné à la délivrance de l'autorisation « loi sur l'eau » au titre de la rubrique 3.2.6.0 (« Ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions ») du tableau annexé à l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Par ailleurs, le versement du solde de la subvention au titre du FPRNM de toute opération de travaux hydrauliques (travaux relevant des axes 6 « Ralentissement des écoulements » et 7 « Gestion des ouvrages hydrauliques » du cahier des charges PAPI : actions VII.M.1, VII.M.2, VII.M.3, VII.M.4, VII.M.5) est conditionné au respect des obligations suivantes, à vérifier pour toute commune bénéficiant des travaux et couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) approuvé ou un document en tenant lieu :

- a) Plan communal de sauvegarde (PCS) arrêté par le maire conformément à l'article L. 731-3 du code de la sécurité intérieure, et révisé depuis moins de cinq ans notamment pour tenir compte des travaux objets de la subvention ;
- b) Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) à jour arrêté par le maire (document qui doit être inclus dans le PCS) conformément à l'article R. 125-11 du Code de l'environnement, consultable en mairie ou sur internet ;
- c) Communication réalisée concernant les risques majeurs, telle que prévue au deuxième alinéa de l'article L. 125-2 du Code de l'environnement ;
- d) Affichage réalisé des consignes de sécurité, prévu par l'article R. 125-12 du Code de l'environnement (ces consignes de sécurité devant être incluses dans le document d'information communal sur les risques majeurs) ;
- e) Repères de crue posés et entretenus conformément aux articles L. 563-3 et R. 563-12 du code de l'environnement (dont l'inventaire est inclus dans le document d'information communal sur les risques majeurs).

Les décisions attributives de subvention au titre du FPRNM intégreront ces conditions.

Les communes concernées par ces obligations sont listées à l'annexe 7.

## **Article 9 – Coordination, programmation et évaluation**

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actions de prévention des inondations, les Partenaires du projet coordonnent leur action au sein d'un comité de pilotage qui se réunit autant que de besoin et au minimum une fois par an.

Le comité de pilotage étant constitué conformément au cahier des charges « PAPI 3 », sa composition et ses prérogatives ne sont pas modifiées par le présent avenant.

## **Article 10 – Animation et mise en œuvre de la convention**

L'animation de la présente convention, ainsi que la préparation du travail du comité de pilotage, sont assurées par un comité technique. Sa composition et ses prérogatives ne sont pas modifiées par le présent avenant.

## **Article 11 – Suivi du programme au moyen de l'outil SAFPA**

Le porteur de projet et les services de l'État renseignent l'outil SAFPA (Suivi Administratif et Financier des PAPI, disponible sous : <https://www.safpa.fr>) au fur et à mesure de l'avancement et, le cas échéant, des évolutions du programme.

Notamment, chaque début d'année (N), une situation-projet de l'année (N-1) est renseignée avant l'échéance fixée par la Direction générale de la prévention des risques (DGPR). Pour ce faire, le porteur de projet intègre dans SAFPA notamment toutes les informations nécessaires concernant l'avancement physique de chaque action du programme, ainsi que les prévisions de besoins de crédits du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM), en lien avec les services de l'État.

## **Article 12 – Concertation**

La mise en œuvre du projet fait l'objet d'une concertation avec les parties prenantes concernées et notamment la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique, la Communauté de Communes de la Haute-Saintonge, la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, la Communauté de Communes de Gémovac & de la Saintonge Viticole, le Service Hydrographique et Océanographique de la Marine, les communes comprises pour tout ou partie dans le périmètre du SAGE Seudre au SAGE Seudre, la Chambre d'Agriculture, la Chambre de Commerce et de l'Industrie, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, le Conservatoire du littoral, le Comité régional de Conchyliculture, l'UNIMA, le SMBSA, la Fédération de pêche, les ASA/ASCO des marais de la Seudre, l'ASA de Défense d'une Partie de la Côte à Ronce-Les-Bains, les porteurs de SCOT et les porteurs de PAPI limitrophes existants (PAPI Estuaire de la Charente, PAPI Île d'Oléron, PAPI Estuaire de la Gironde et PAPI Brouage) ou à venir.

Des réunions ont déjà été réalisées auprès de l'ensemble de ces partenaires lors de la mise en œuvre du PAPI d'intention et du PAPI complet. Ils continueront d'être associés au travers de réunion de concertation, au cours de la mise en œuvre du PAPI complet Bassin de la Seudre de manière à s'assurer de l'adhésion du plus grand nombre.

## **Article 13 – Révision de la convention**

Sous réserve que ne soit pas porté atteinte à son économie générale, la présente convention peut être révisée au moyen d'un avenant sans nouvel examen par le comité de labellisation, notamment pour permettre :

- une modification du programme d'actions initialement arrêté,
- une modification de la répartition des financements initialement arrêtée,
- l'adhésion d'un nouveau partenaire au programme d'actions,
- la prise en compte de nouvelles dispositions réglementaires et législatives.

Pendant la durée de la convention, chaque partenaire du projet peut proposer un avenant.

Le comité technique évalue l'opportunité de l'avenant proposé et transmet cette évaluation au comité de pilotage, qui décide des suites à donner à la proposition d'avenant. Si l'un des signataires de la présente convention estime que les modifications envisagées, par leur ampleur (financière ou technique), remettent en cause l'équilibre général du projet tel qu'il a été labellisé initialement, il est fondé à saisir l'instance de labellisation compétente, qui déterminera si le projet modifié doit faire l'objet d'une nouvelle procédure de labellisation.

## **Article 14 – Résiliation de la convention**



La présente convention peut être résiliée par suite de désaccord entre les Partenaires du projet. Dans ce cas, la demande de résiliation est accompagnée d'un exposé des motifs présenté en comité de pilotage. Elle fera l'objet d'une saisine des assemblées délibérantes de chacun des partenaires et d'une information au comité de labellisation compétent.

La décision de résiliation a la forme d'un avenant à la convention précisant, le cas échéant, les conditions d'achèvement des opérations en cours d'exécution.

#### **Article 15– Litiges**

En cas de litiges sur les dispositions contractuelles et les engagements financiers, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Poitiers.

#### **Article 16 – Liste des annexes à la convention**

Annexe 1. Périmètre du PAPI Bassin de la Seudre et communes concernées

Annexe 2. Avis de la CIB du 7 décembre 2023

Annexe 3. Fiches actions créées ou modifiées du PAPI Bassin de la Seudre

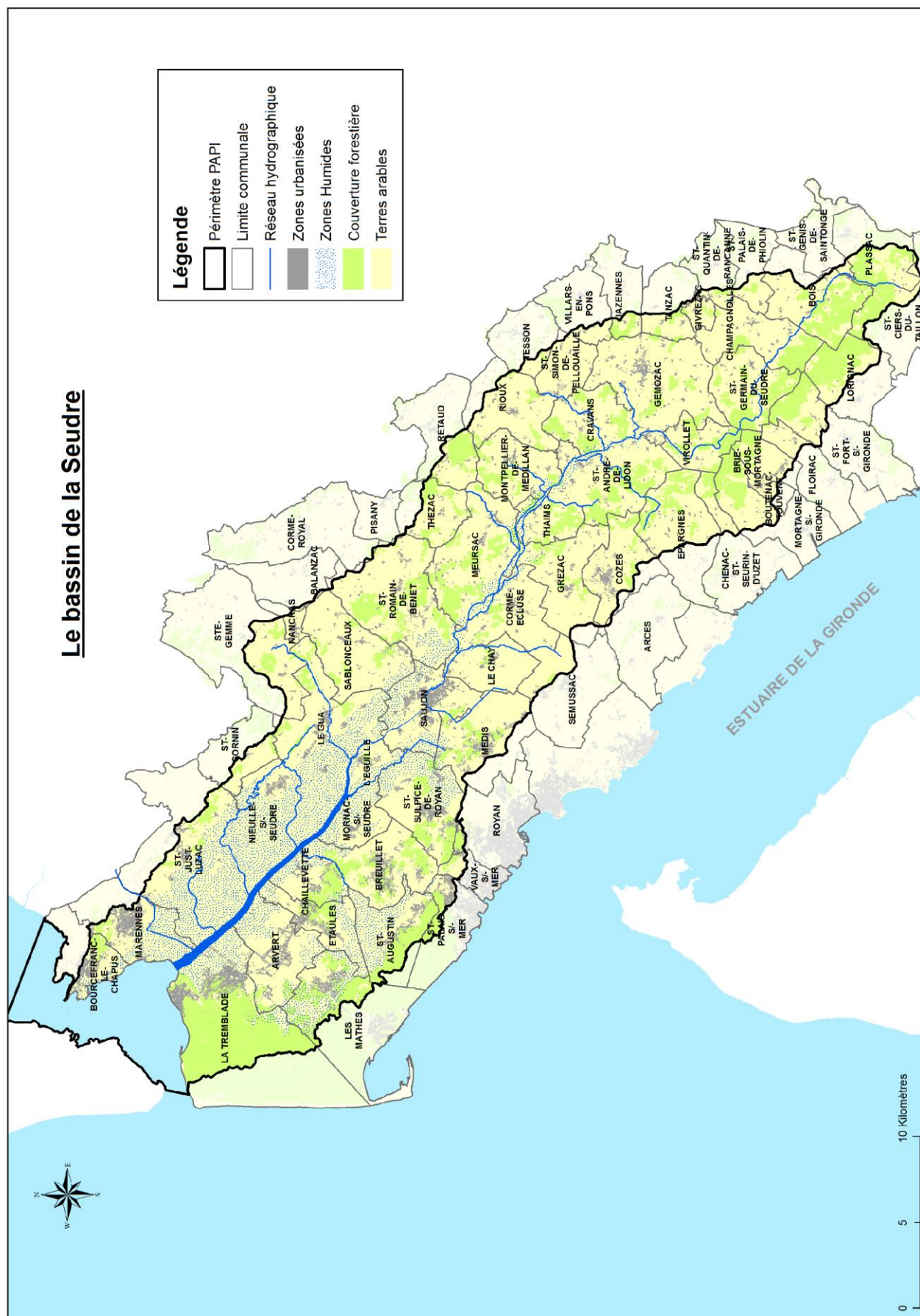
Annexe 4 : Attestation d'engagement des maîtres d'ouvrages et financeurs

Annexe 5. Tableau financier

Annexe 6 : Calendrier prévisionnel

Annexe 7 : Communes concernées par le respect des obligations de l'article 8 de la présente convention

<p>Fait le A</p> <p>Le Préfet de la Charente-Maritime M. Nicolas BASSELIER ou son représentant</p>	<p>Fait le A</p> <p>Le Président de la Région Nouvelle-Aquitaine  ou son représentant</p>
<p>Fait le A</p> <p>Le Président du Département de la Charente-Maritime  ou son représentant</p>	<p>Fait le A</p> <p>Le Président du Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre M. Pascal FERCHAUD ou son représentant</p>
<p>Fait le A</p> <p>Le Président de la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique M. Vincent BARRAUD ou son représentant</p>	<p>Fait le A</p> <p>Le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes M. Patrice BROUHARD ou son représentant</p>





<b>Fiche action : Animation du PAPI complet « Bassin de la Seudre »</b>				
<b>Objectif</b> : Assurer l'animation, le suivi ainsi que la réalisation des actions prévues dans le PAPI complet du Bassin de la Seudre.				
<b>Description de l'action :</b>  Afin d'assurer le bon avancement de la démarche PAPI, le recrutement d'un équivalent temps plein est prévu pour assurer au quotidien les missions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Animer les comités techniques et de pilotage du PAPI complet ainsi qu'assurer le suivi des tableaux de bord.</li> <li>- Conduire l'ensemble des opérations inscrites sous maîtrise d'ouvrage du SMBS.</li> <li>- Assurer le suivi financier du PAPI complet.</li> <li>- Appuyer techniquement et administrativement les maîtres d'ouvrages signataires du programme pour la mise en œuvre de leurs opérations PAPI.</li> <li>- Assurer la transversalité entre les différentes démarches à l'échelle du bassin versant de la Seudre (SAGE, SLGRI Littoral Charentais, opérations du SMBSA et PAPI complet du bassin de la Seudre)</li> </ul>				
<b>Territoire concerné</b> : Le bassin de la Seudre.				
<b>Modalités de mise en œuvre :</b> - <u>Maître d'ouvrage de l'action</u> : Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre - <u>Pilotage / concertation</u> : groupe de travail, comité technique et comité de pilotage - <u>Communication</u> : site internet, lettre d'information				
<b>Echéancier prévisionnel</b> : 2018 - 2028				
<b>Coût :</b>				
<u>Coût global annuel de l'agent</u> : 50 800 €				
		PAPI initial + avenant 1	Avenant n°2	TOTAL
<u>Coût global de l'agent pendant la durée du programme</u> :		406 800 €	152 400 €	588 500 €
<b>Plan de financement :</b>				
		PAPI initial + avenant 1	Avenant n°2	TOTAL
Etat (BOP 181) :	40 %	162 560 €	40 640 €	223 520 €
Etat (Fonds Vert)	1	-	-	4 500 €
Agence de l'eau :	40 % en 2018 30 % jusqu'en 2024	111 760 €	20 320 €	172 720 €
SMBS :	complément à 100 %	132 080 €	40 640 €	158 060 €
<b>Indicateur de suivi/réussite :</b>				
Elaboration d'une fiche de poste				
Recrutement d'un Equivalent Temps Plein				
Nombre de COPIL et COTECH				
Bilans d'avancement du programme établis lors des COPIL				

## AXE 5 : Réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens

---

- **Modification :**

**Fiche action n°V.M.3** : Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations dans l'estuaire de la Seudre

- Fiche action V.M.3a : Estuaire de la Seudre
- Fiche action V.M.3b : Secteurs de Marennes-Plage et du nord de Bourcefranc

- **Création :**

**Fiche action n°V.M.4** : Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des entreprises de l'estuaire de la Seudre

**Fiche action n°V.M.5** : Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des bâtiments publics de l'estuaire de la Seudre

**Fiche action n°V.M.6** : Etudes de faisabilité de l'achat des habitations exposées à plus de 1 m d'eau sur le secteur nord de Bourcefranc-le-Chapus [option sans digue à Bourcefranc]

## Axe 5 : Réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens

### Fiche action n°V.M.3 modifiée : Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations dans l'estuaire de la Seudre

**Objectif :** Réaliser les travaux de réduction de la vulnérabilité des habitations préconisés par les diagnostics de l'action V.M.1 du PAPI.

#### Description de l'action :

La présente action modifiée est divisée en deux parties : la première reprend l'ancienne fiche action ; la seconde ajoute les secteurs de Marennes-Plage et du nord de Bourcefranc-le-Chapus suite à l'abandon des projets de systèmes d'endiguement, ouvrages de protection collectif, en raison des coûts d'investissement très élevés. Au regard de ce changement de stratégie et des attentes des habitants formulées auprès des élus communaux, la communauté de communes du bassin de Marennes souhaite proposer une participation financière supérieure sur ces secteurs, induisant une présentation en deux fiches actions conjointes.

### Fiche action n°V.M.3a. Ancienne fiche action V.M.3

Cette fiche action est complémentaire à la mise en œuvre du schéma global de protection de l'estuaire de la Seudre (cf. *carte 1, protections collectives*) ainsi qu'à l'amélioration de la gestion hydraulique du marais salé (cf. **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**). En effet, ces dernières ne donnent pas lieu à la mise hors d'eau de tous les bâtiments situés en zone inondable. Ainsi, l'addition de ces mesures permettra de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens sur l'ensemble de l'estuaire de la Seudre.

La présente fiche action permettra aux particuliers de bénéficier d'aides pour la réalisation des travaux de réduction de la vulnérabilité des habitations préconisés par les diagnostics de l'action V.M.1 débutée en octobre 2019. Les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de chaque propriétaire de bâtiments. Un règlement a été écrit par les collectivités proposant un co-financement afin de préciser et d'encadrer l'attribution des aides.

L'action V.M.3a s'adresse aux habitations éligibles au programme Seudre Alabri identifiées sur la carte 1 ci-dessous. Les règles d'éligibilité au programme sont consultables grâce au lien suivant : <https://www.sageseudre.fr/seudre-alabri>

Le SMBS proposera un accompagnement des particuliers pour le montage de leurs dossiers de subventions. Il réceptionnera l'ensemble des demandes et les redistribuera vers chacun des financeurs.

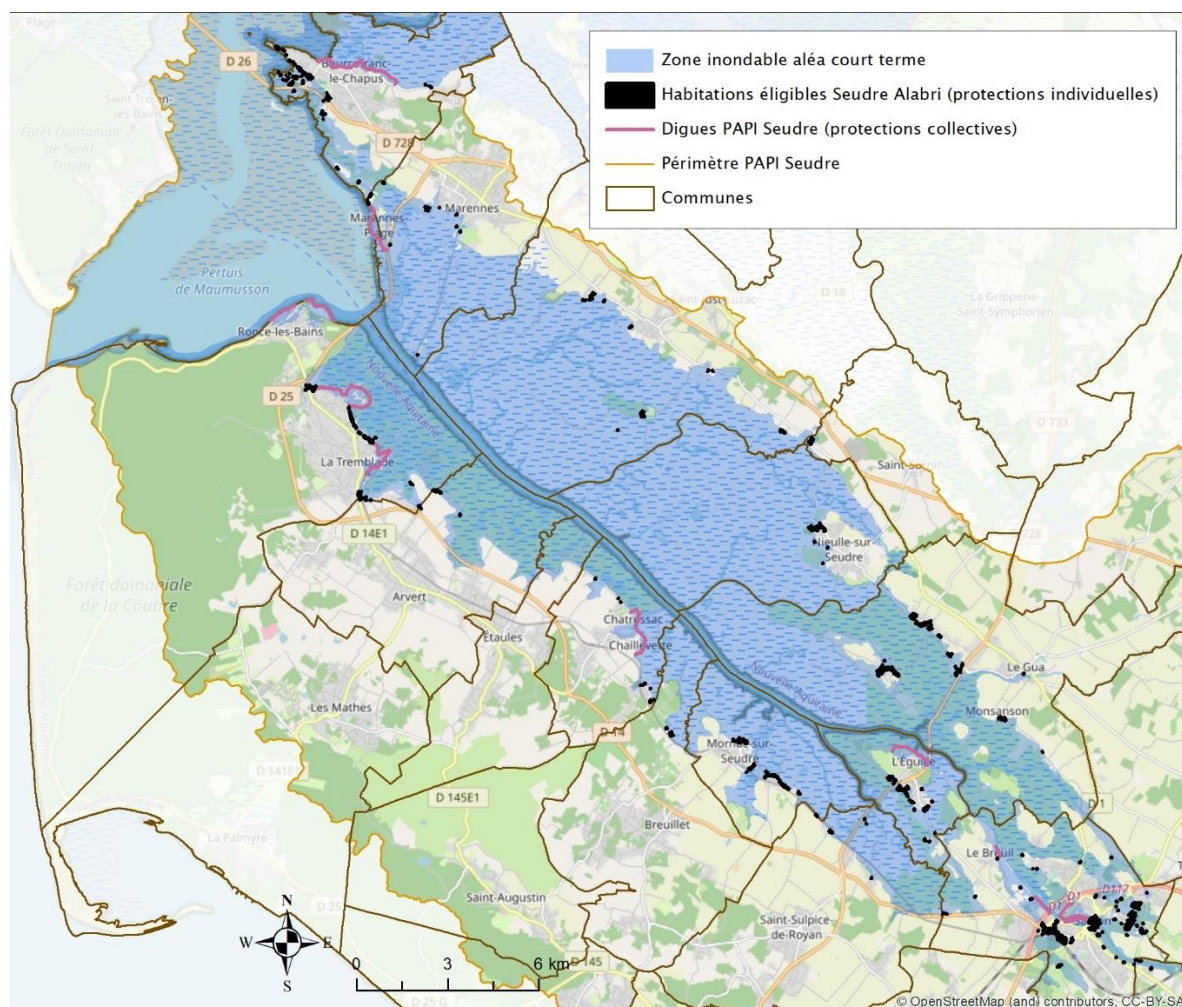
#### Estimation du montant global de la fiche action :

Considérant la diversité des bâtiments diagnostiqués et des mesures préconisées, le chiffrage global de l'action se base sur les premiers résultats des diagnostics. L'action V.M.1 a permis l'identification des habitations éligibles aux diagnostics de vulnérabilité sur l'estuaire de la Seudre



(en zone inondable et en secteur de protection individuelle) et la réalisation d'une campagne de communication sur un premier secteur géographique (communes de Breuillet, Chaillevette, L'Eguille, Mornac-sur-Seudre, Saint-Sulpice-de-Royan). La démarche a été bien accueillie par la population. Une trentaine de diagnostics ont été réalisés d'octobre 2019 à septembre 2020.

Le chiffrage des travaux préconisés pour chaque habitation lors des diagnostics a été extrapolé à l'ensemble du bassin et a permis d'estimer le montant de la présente fiche action.



**Carte 1 : Habitations éligibles au programme Seudre Alabri sur l'estuaire de la Seudre**

Le chiffrage estimatif du nombre de bâtiments à diagnostiquer grâce à l'opération Seudre Alabri est de 801 habitations, 456 sur le territoire de la Communauté d'agglomération Royan Atlantique et 345 sur celui de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes. Les premiers retours d'expérience indiquent un taux d'inscription de 29 %.

L'enveloppe financière de l'action V.M.3a est calculée à partir du coût moyen issu des 31 premiers diagnostics réalisés. Ce calcul considère un taux d'inscription aux diagnostics de 32 % (soit 256 diagnostics), puis un taux de réalisation de travaux suite aux diagnostics de 32 % (soit 82 demandes de travaux), pour un coût moyen de 9 900 € par dossier.

**Territoires concernés :** L'estuaire de la Seudre

**Cible :** Particuliers



**Modalités de mise en œuvre :**

- Maître d'ouvrage de l'action : Particuliers, appui du SMBS pour les demandes de subvention
- Pilotage / concertation : Comité technique et comité de pilotage
- Communication : Presse, réunions publiques, courriers, site internet, lettre d'information

**Echéancier prévisionnel : 2021 - 2028****Coût : 815 000 € TTC****Plan de financement :**

Etat (FPRNM)	80 % *	652 000 € TTC
CARA	5 % ** sur son territoire	23 250 € TTC
CCBM	5 % ** sur son territoire	17 500 € TTC
Département 17	5 % **	40 750 € TTC
Particuliers	complément à 100 %	81 500 € TTC

\* dans la limite des 50% de la valeur vénale de chaque bien ou 36 000 €

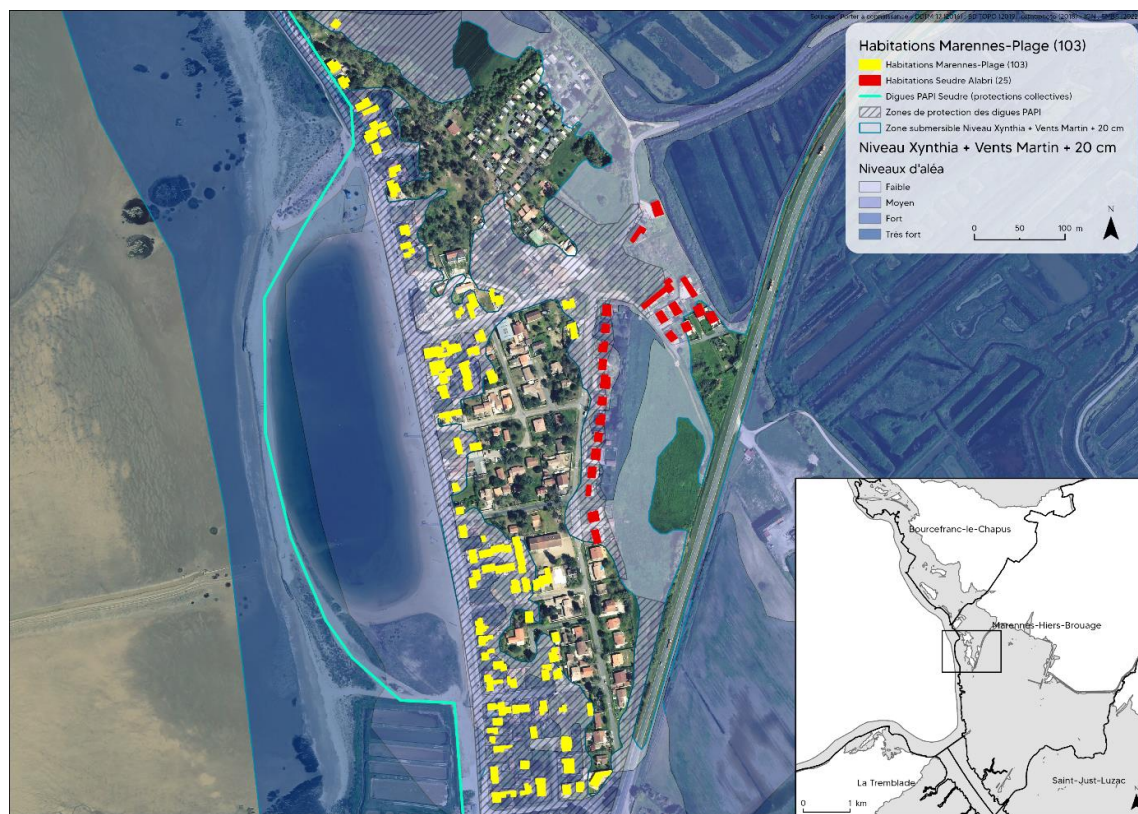
\*\* dans la limite des 10% de la valeur vénale de chaque bien ou 2 250 €

**Fiche action V.M.3b. Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations sur les secteurs de Marennes-Plage et du nord de Bourcefranc-le-Chapus****Marennes-Plage :**

Le projet de la fiche action VII.M.6. « confortement / rehaussement de la digue de 1<sup>er</sup> rang sur la commune de Marennes » présentait une analyse multicritères négative lors de la labellisation du PAPI en 2017 et a donc fait l'objet d'une réserve. Le coût estimé pour les travaux était de 582 600 € HT. La commission mixte inondation (CMI) demandait « *une étude de solutions alternatives dans le but d'optimiser la pertinence socio-économique du projet, notamment vis-à-vis du niveau de protection* ».

Dans le cadre d'une étude préalable, 11 scénarios ont été testés pour différentes configurations (tracés, niveaux de protection, typologie des ouvrages). Trois scénarios ont été retenus avec un niveau de protection correspondant à un événement de type Xynthia et étudiés plus en détail dans le cadre d'une étude avant-projet. Quel que soit le scénario, le montant des travaux est estimé à plus d'1 M€, c'est-à-dire plus du double du montant inscrit dans la fiche action VII.M.6. Considérant cette augmentation importante des coûts d'investissement malgré une diminution du niveau de protection, une nouvelle analyse coûts-bénéfices serait, de fait, encore plus défavorable.

Finalement, les solutions alternatives étudiées dans le cadre des études préalable et avant-projet ne permettant pas de lever la réserve émise par la CMI, la fiche action VII.M.6 prévoyant une protection collective est donc abandonnée au profit des protections individuelles inscrites dans la présente fiche action (cf. Carte 2).

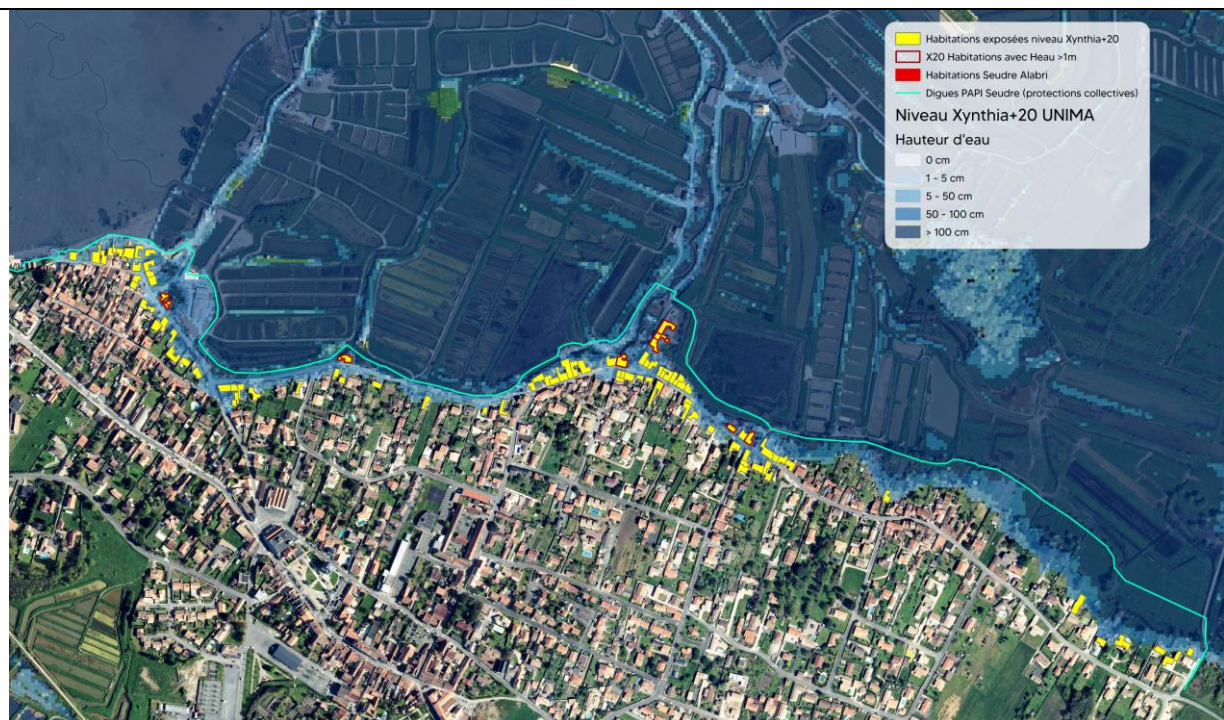


**Carte 2 : Habitations nouvellement éligibles à Seudre Alabri à Marennes-Plage**

### **Nord de Bourquefranc-le Chapus**

Le projet de la fiche action VII.M.7. « création d'une protection rapprochée des habitations sur la partie nord de la commune de Bourquefranc-le-Chapus » pour un niveau de protection Xynthia + 20 cm et un linéaire de 2,4 km présente une analyse multicritères très négative. Pour que le projet soit considéré comme rentable, au titre de l'analyse multicritères, l'investissement mobilisable devrait être de 881 500 € HT. Face à ce constat, dans le cadre de l'étude avant-projet, une optimisation financière a été recherchée en diminuant la longueur de l'ouvrage et donc la zone protégée afin de concentrer les efforts sur les secteurs les plus exposés. Les alternatives étudiées permettent effectivement de réduire le montant d'investissement, mais la réduction de la zone protégée induit aussi la diminution des enjeux soustraits à la submersion. Quel que soit le scénario, le montant des travaux est supérieur aux bénéfices attendus, impliquant des analyses coût-bénéfice défavorables.

Finalement, les solutions alternatives étudiées dans le cadre de l'étude d'avant-projet ne permettent pas de réduire suffisamment les coûts d'investissement pour que l'opération soit considérée comme rentable. La fiche action VII.M.7 prévoyant une protection collective est donc abandonnée au profit de protections individuelles inscrites dans la présente fiche action (cf. Carte 3).



**Carte 3 : Habitations nouvellement éligibles à Seudre Alabri à Bourcefranc-le-Chapus**

Cette fiche action permettra aux habitants auparavant situés dans les zones de protection des systèmes d'endiguement de bénéficier d'une aide pour la réalisation de travaux de réduction de la vulnérabilité de leur habitation. L'action V.M.3b s'adresse aux habitations de Marennes-Plage identifiées en jaune sur la Carte 2 ci-après et de Bourcefranc, en jaune dans la Carte 3 ci-après.

#### Estimation du montant global de la fiche action :

Considérant la diversité des bâtiments diagnostiqués et des mesures préconisées, le chiffrage global de l'action se base sur les premiers résultats des diagnostics réalisés dans le cadre de l'action V.M.1. Sur les approximativement 800 habitations éligibles aux diagnostics de vulnérabilité sur l'estuaire de la Seudre (en zone inondable et en secteur de protections individuelles), près de 100 diagnostics ont été réalisés jusqu'à présent.

Le chiffrage des travaux préconisés pour chaque habitation lors des diagnostics a été extrapolé à l'ensemble des habitations de Marennes-Plage et du nord de Bourcefranc, permettant d'estimer le montant de la présente fiche action.

Sur l'ensemble du secteur de Marennes-Plage, 128 habitations sont soumises au risque de submersion pour l'événement NX20VM. Vingt-cinq sont intégrées à la fiche action V.M.3a car elles n'étaient pas protégées par l'ouvrage de protection collective (en rouge sur la Carte 2). 103 habitations sont donc concernées par la fiche V.M.3b.

Sur le secteur nord de Bourcefranc, 101 habitations sont soumises à l'événement NX20VM et sont donc concernées par la fiche V.M.3b.

Compte tenu de la forte conscience du risque sur le secteur de Marennes-Plage et du nord de Bourcefranc, et de l'attente de la population sur les projets de systèmes d'endiguement initialement prévus, la participation attendue est plus importante que sur le reste du territoire. A ce titre, une participation de 30 % de la population est envisagée.

L'enveloppe financière de l'action V.M.3b est calculée à partir d'un montant moyen de travaux réalisé par habitation en légère diminution du fait de l'augmentation du nombre de diagnostic réalisé et du lissage statistique qui en découle, soit 9 000 €. Cependant, deux importantes copropriétés ont été identifiées à Marennes-Plage, notamment constituées de petites surfaces avec peu d'ouvertures, représentant 25 logements, pour lesquels l'estimation du montant des travaux est de 5 000 € par habitation. Par ailleurs, sur le secteur nord de Bourcefranc-le-Chapus, 5 habitations sans étage sont exposées à un risque de hauteur d'eau supérieure à 1 m. Pour ces habitations, une participation à 100% a été prise en compte avec un montant de travaux de 45 000 €, correspondant au maximum finançable, pour la création de zones refuges.

**Territoires concernés :** Marennes-Plage (commune de Marennes-Hiers-Brouage) et nord de Bourcefranc-le Chapus

**Cible :** Particuliers

**Modalités de mise en œuvre :**

- Maître d'ouvrage de l'action : Particuliers, appui du SMBS pour les demandes de subvention
- Pilotage / concertation : Comité technique et comité de pilotage
- Communication : Presse, réunions publiques, courriers, site internet, lettre d'information

**Echéancier prévisionnel :** 2024/2028

**Coût :** 750 000 € TTC

**Plan de financement :**

Etat (FPRNM)	80 % *	600 000 € TTC
CCBM	10 % **	75 000 € TTC
Département 17	10 % **	75 000 € TTC
Particuliers	0 %	0 €

\* dans la limite des 50 % de la valeur vénale de chaque bien ou 36 000 €

\*\* dans la limite des 10% de la valeur vénale de chaque bien ou 2 250 €

**Indicateur de suivi/réussite :**

Nombre de dossiers traités

Nombre de travaux réalisés par type de travaux préconisés

Montants financés par l'Etat et les collectivités

## Fiche action n°V.M.3 modifiée : Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations dans l'estuaire de la Seudre

**Objectif :** Réaliser les travaux de réduction de la vulnérabilité des habitations préconisés par les diagnostics de l'action V.M.1 du PAPI.

**Territoires concernés :** L'estuaire de la Seudre

**Cible :** Particuliers

### Modalités de mise en œuvre :

- Maître d'ouvrage de l'action : Particuliers, appui du SMBS pour les demandes de subvention
- Pilotage / concertation : Comité technique et comité de pilotage
- Communication : Presse, réunions publiques, courriers, site internet, lettre d'information

### Echéancier prévisionnel :

- Fiche action V.M.3a : 2021-2028
- Fiche action V.M.3b : 2024-2028

### Coût : 1 565 000 € TTC

- Fiche action V.M.3a : 815 000 €
- Fiche action V.M.3b : 750 000 €

### Plan de financement global:

Etat (FPRNM)	80 % *	1 252 000 € TTC
CARA	5 %** sur son territoire	23 250 € TTC
CCBM	10 % sur le secteur de Marennes-Plage et nord de Bourcefranc-le-Chapus et 5 % sur le reste de son territoire **	92 500 € TTC
Département 17	10 % sur le secteur de Marennes-Plage et nord de Bourcefranc-le-Chapus et 5 % sur le reste du territoire **	115 750 € TTC
Particuliers	complément à 100 %	81 500 € TTC

\* dans la limite des 50 % de la valeur vénale de chaque bien ou 36 000 €

\*\* dans la limite des 10% de la valeur vénale de chaque bien ou 2 250 €

### Indicateur de suivi/réussite :

Nombre de dossiers traités

Nombre de travaux réalisés par type de travaux préconisés

Montants financés par l'Etat et les collectivités



## Axe 5 : Réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens

### Fiche action n°V.M.4 : Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des biens d'activités professionnelles d'entreprises de moins de 20 salariés de l'estuaire de la Seudre

Cette fiche action est complémentaire à la mise en œuvre du schéma global de protection de l'estuaire de la Seudre (cf. *carte 1, protections collectives*) ainsi qu'à l'amélioration de la gestion hydraulique du marais salé (cf. **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**). En effet, ces dernières ne donnent pas lieu à la mise hors d'eau de tous les bâtiments situés en zone inondable. Ainsi, l'addition de ces mesures permettra de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens sur l'ensemble de l'estuaire de la Seudre.

La présente fiche action permettra aux activités économiques de bénéficier d'aides pour la réalisation des travaux de réduction de la vulnérabilité des bâtiments préconisés par les diagnostics de l'action V.M.1. Les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de chaque propriétaire de bâtiments.

Le SMBS proposera un accompagnement des entreprises pour le montage de leurs dossiers de subventions. Il réceptionnera l'ensemble des demandes et les transmettra aux services instructeurs de l'Etat.

#### Estimation du montant global de la fiche action :

Le retour d'expérience concernant les bâtiments à usage d'habitation montre pour l'instant une participation faible des habitants à la réalisation de travaux (1,5 % des logements éligibles). Les premiers retours d'expérience des territoires voisins montrent également une participation des entreprises plus réduite par rapport à celle des habitants.

Par ailleurs, l'ostréiculture est une activité structurante de l'estuaire et représente la majeure partie des bâtiments vulnérables hébergeant une activité économique. Ces exploitations « au fil de l'eau » sont cependant peu sensibles à la submersion et la plupart ont déjà fait l'objet d'aménagements suite à la tempête Xynthia. Le taux de participation des exploitants ostréicoles est donc estimé plus faible que celui des autres activités économiques.

Un coût moyen de travaux par bâtiment a été construit sur la base des chiffrages issus des diagnostics de vulnérabilité des habitations (action en cours depuis 2019) extrapolés pour chaque catégorie d'entreprise. L'estimation du montant total des travaux est obtenue en multipliant les coûts moyens par les taux de participation et le nombre d'enjeux :

Type d'enjeux	Nombre	Taux de participation	Coût moyen	Montant estimé des travaux
Activité économique	74	5 %	12 000 € TTC	44 400 € TTC
Ostréiculture	385	1 %	10 000 € TTC	38 500 € TTC
<b>TOTAL</b>	<b>459</b>			<b>82 900 € TTC</b>

**Territoires concernés :** L'estuaire de la Seudre

**Cible :** Entreprises

**Modalités de mise en œuvre :**

- Maître d'ouvrage de l'action : Entreprises, appui du SMBS pour les demandes de subvention
- Pilotage / concertation : Comité technique et comité de pilotage
- Communication : Presse, réunions publiques, courriers, site internet, lettre d'information

**Echéancier prévisionnel : 2024/2028****Coût : 82 900 € TTC****Plan de financement :**

Etat (FPRNM)	40 % *	33 160 € TTC
Entreprises	complément à 100 %	49 740 € TTC

\* dans la limite des 10% de la valeur vénale de chaque bien

**Indicateur de suivi/réussite :**

Nombre de dossiers traités

Nombre de travaux réalisés par type de travaux préconisés

Montants financés par l'Etat et les collectivités

## Axe 5 : Réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens

### Fiche action n°V.M.5 : Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des bâtiments publics (hors réseaux et infrastructures) de l'estuaire de la Seudre

Cette fiche action est complémentaire à la mise en œuvre du schéma global de protection de l'estuaire de la Seudre (cf. *carte 1, protections collectives*) ainsi qu'à l'amélioration de la gestion hydraulique du marais salé (cf. **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**). En effet, ces dernières ne donnent pas lieu à la mise hors d'eau de tous les bâtiments situés en zone inondable. Ainsi, l'addition de ces mesures permettra de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens sur l'ensemble de l'estuaire de la Seudre.

La présente fiche action permettra aux collectivités locales de bénéficier, pour leurs bâtiments publics, d'aides pour la réalisation des travaux de réduction de la vulnérabilité préconisés par les diagnostics de l'action V.M.1. Les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de chaque propriétaire de bâtiments.

Le SMBS proposera un accompagnement pour le montage des dossiers de subventions. Il réceptionnera l'ensemble des demandes et les transmettra aux services instructeurs de l'Etat.

#### Estimation du montant global de la fiche action :

Douze bâtiments publics ont été identifiés en zone submersible sur l'estuaire de la Seudre. Pour chaque établissement, une estimation du montant des travaux a été établie sur la base du retour d'expérience des diagnostics des habitations réalisées depuis 2019 et une inspection visuelle depuis la rue. Seul le lycée de la Mer et du Littoral, à Bourcefranc-le-Chapus a déjà fait l'objet d'un diagnostic.

EPCI-FP	Gestionnaire	Etablissement	Montant travaux estimé
CCBM	Commune Intercommunalité	Salle Omnisport Hector Barthélémy Patoizeau	14 000 €
		Camping Municipal Le Giroflée à Bourcefranc	20 000 €
		Ecole de voile du Bassin de Marennes	13 000 €
		Piscine Intercommunale Bourcefranc/Marennes	15 000 €
	Département	Aire de carénage du port du Chapus	7 000 €
		La Cité de l'Huître	A déterminer
	Région	Lycée de la Mer et du Littoral à Bourcefranc	70 000 €
CARA	Commune Intercommunalité	Logements de Gendarmerie Nationale à Saujon	42 000 €
	Commune Intercommunalité Département	Bibliothèque municipale de Mornac	10 000 €

La probabilité que l'ensemble des collectivités concernées réalisent les diagnostics et les travaux préconisés est faible. L'hypothèse retenue est l'engagement du 50 % des montants estimés à l'issue de la mise en œuvre de cette action.



Montant total travaux bâtiments publics	Taux de réalisation	Montant estimé des travaux
191 000 €	50 %	95 500 €

**Territoires concernés :** L'estuaire de la Seudre

**Cible :** Collectivités locales propriétaires

**Modalités de mise en œuvre :**

- Maître d'ouvrage de l'action : Collectivités locales, appui du SMBS pour les demandes de subvention
- Pilotage / concertation : Comité technique et comité de pilotage
- Communication : Presse, réunions publiques, courriers, site internet, lettre d'information

**Echéancier prévisionnel :** 2024/2028

**Coût :** 95 500 € TTC

**Plan de financement :**

Etat (FPRNM)	50 % *	47 750 € TTC
Etat (fonds vert)	<i>Participation à déterminer</i>	
Propriétaires	Complément à 100 % (minimum 20 %)	47 750 € TTC

**Indicateur de suivi/réussite :**

Nombre de dossiers traités

Nombre de travaux réalisés par type de travaux préconisés

Montants financés par l'Etat et les collectivités

## Axe 5 : Réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens

### Fiche action n°V.M.6 : Etudes de faisabilité de l'achat des habitations exposées à plus de 1 m d'eau sur le secteur nord de Bourcefranc-le-Chapus

L'étude préalable réalisée pour le projet de système d'endiguement au nord de Bourcefranc-le-Chapus présente un coût de travaux de 4 710 000 € pour un niveau de protection Xynthia + 20 cm. Ce projet permet de protéger 103 habitations, dont 8 exposées à plus de 1 m d'eau pour cet aléa. Cependant, malgré le nombre d'enjeux protégés, le coût reste trop élevé et l'analyse multicritère est négative. Le projet ne pourra donc pas être validé en l'état dans l'avenant au PAPI.

Lors du comité de pilotage de restitution des résultats de l'étude préalable, une solution alternative a été proposée : la protection individuelle des habitations exposées à moins de 1 m d'eau grâce au programme Seudre Alabri et l'acquisition amiable des biens exposés à plus de 1 m d'eau. Une première analyse a évalué des ordres de grandeur du montant du rachat des 8 habitations à 2 500 000 € et celui de la démolition à 300 000 €. Quant aux protections individuelles, celles-ci s'élèveraient à 250 000 €.

Afin d'évaluer la faisabilité de l'acquisition amiable des 8 habitations les plus exposées du secteur nord de Bourcefranc-le-Chapus, l'étude des éléments suivants est notamment nécessaire pour répondre aux critères détaillés dans le guide FPRNM de 2021 :

- I. Levés topographiques des seuils des habitations les plus exposées et concernées par une potentielle acquisition à l'amiable.
- II. Estimation du coût d'acquisition des habitations les plus exposées.
- III. Estimation du coût de déconstruction de ces bâtiments et estimation du coût de changement de destination de ces bâtiments (ex : lieux de stockage, d'expositions, salles de réception) et du coût d'entretien sur 50 ans.
- IV. Estimation des coûts de protection individuelle de ces bâtiments.
- V. Comparaison de ces montants avec les coûts d'investissement et d'entretien du projet de système d'endiguement.

**Territoires concernés :** Commune de Bourcefranc-le-Chapus

**Cible :** Communauté de communes du bassin de Marennes

**Modalités de mise en œuvre :**

- Maître d'ouvrage de l'action : Communauté de communes du bassin de Marennes
- Pilotage / concertation : Comité technique et comité de pilotage
- Communication : site internet, lettre d'information

**Echéancier prévisionnel :** 2024

**Coût :** 40 000 € TTC

**Plan de financement :**

Etat (FPRNM)	50 %	20 000 € TTC
CCBM	50 %	20 000 € TTC

**Indicateur de suivi/réussite :**

Rapport d'étude

## AXE 7 : Gestion des ouvrages de protection hydrauliques

---

- Modifications :

**Fiche action VII.M.1 :** Confortement et rehaussement des digues de 1<sup>er</sup> rang sur Ronce-Les-Bains

- Fiche action VII.M.1a : Etudes pré-opérationnelles
- Fiche action VII.M.1b : Travaux

**Fiche action VII.M.2 :** Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de La Tremblade

- Fiche action VII.M.2a : Etudes pré-opérationnelles
- Fiche action VII.M.2b : Travaux

**Fiche action VII.M.3 :** Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Chaillevette

- Fiche action VII.M.3a : Etudes pré-opérationnelles
- Fiche action VII.M.3b : Travaux

**Fiche action VII.M.4 :** Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de l'Eguille-sur-Seudre

- Fiche action VII.M.4a : Etudes pré-opérationnelles
- Fiche action VII.M.4b : Travaux

**Fiche action VII.M.5 :** Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de Saujon

- Fiche action VII.M.5a : Etudes pré-opérationnelles
- Fiche action VII.M.5b : Travaux

**Fiche action VII.M.6 :** Confortement/rehaussement de la digue de 1<sup>er</sup> rang sur la commune de Marennes

- Fiche action VII.M.6a : Etudes pré-opérationnelles
- Fiche action VII.M.6b : Travaux – Action abandonnée

**Fiche action VII.M.7 :** Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Bourcefranc-Le-Chapus

- Fiche action VII.M.7a : Etudes pré-opérationnelles
- Fiche action VII.M.8b : Travaux

## Axe VII : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

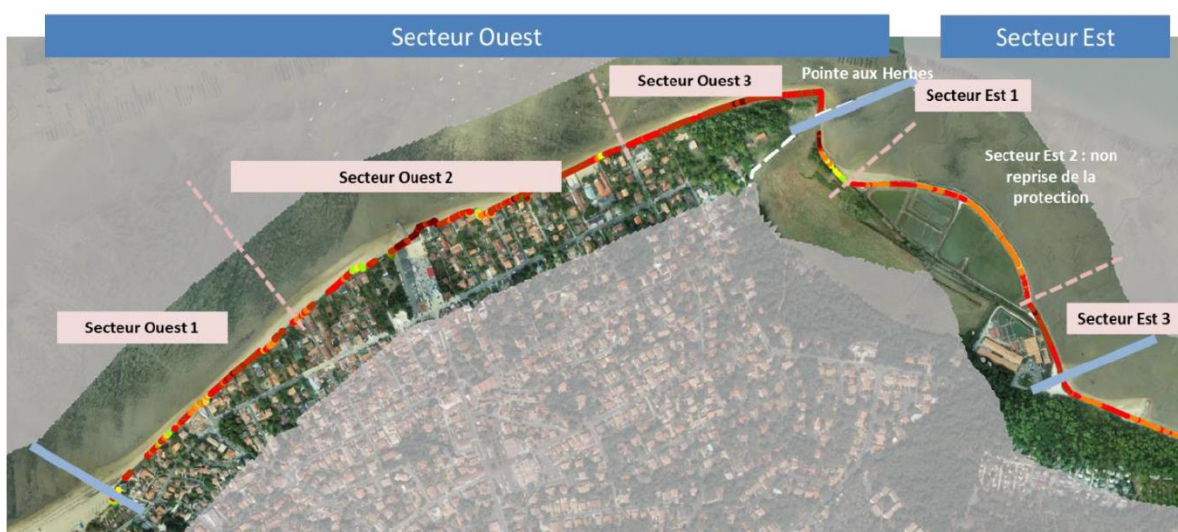
### Fiche action n°VII.M.1 : Confortement et rehaussement des digues de 1er rang sur Ronce-Les-Bains

**Objectif :** Conforter et rehausser le brise-lame ainsi que la digue de Mus-de-Loup permettant de protéger la station balnéaire de Ronce-Les-Bains.

#### Description de l'action :

Cette action consiste à conforter et rehausser la digue maçonnée et la digue Mus-de-Loup à l'aide d'enrochements et à la reprise des ouvrages hydrauliques, afin de protéger les nombreux enjeux existants sur Ronce-Les-Bains. Le dimensionnement des ouvrages est fait pour un évènement correspondant à un aléa type Xynthia (période de retour estimée à 50 ans) :

- Secteur Ouest : ouvrage de protection en enrochement à la cote 4,50 m NGF sur environ 1 580 mètres, ainsi que 9 dispositifs (batardeaux ou escaliers) permettant de barrer les descentes à la mer et fermer le système d'endiguement. La place Brochard, dans le secteur Ouest 2, sera équipée afin d'assurer le même niveau de protection et le même débit de franchissement que sur le reste de l'ouvrage tout en maintenant les usages ;
- Secteur Est : talus en enrochements à la cote 4,60 m NGF sur environ 410 mètres.



Carte 4 : Sectorisation du projet de protection de Ronce-les-Bains (Source : ARTELIA, AVP, 2022)

*Le projet de protection permettrait de mettre hors d'eau 160 habitations, dont 22 avec plus de 1 m d'eau, 85 entreprises ainsi que l'IFREMER pour l'aléa Xynthia. L'ensemble des enjeux exposés au risque de submersion marine est récapitulé dans le tableau ci-dessous :*

Tableau 1 : Secteur de Ronce-Les-Bains : tableau récapitulatif des enjeux exposés

Enjeux concernés par le projet de Ronce-les-Bains <i>A : Etat actuel ; B : Etat aménagé</i>		Aléas							
		Xynthia - 30 cm (T20)		Xynthia (T50)		Martin (T70)		NX20VM (T300)	
		A	B	A	B	A	B	A	B
Enjeux humains	Nombre d'habitations en zone inondable	110	1	174	14	298	43	489	310
Enjeux éco	Emplois en zone inondable	69	0	85	0	126	6	184	128
Ets Publics inondés		1	0	1	0	1	0	1	1

Le scénario de protection identifié pourra faire l'objet d'ajustements au stade de l'étude Projet. La problématique du ressuyage des submersions marines et de l'évacuation des eaux pluviales de la zone sera étudiée lors de l'étude de projet.

Ces aménagements seront conçus de façon à permettre leur éventuel rehaussement qui pourrait s'imposer, dans les décennies à venir, en raison de l'élévation du niveau marin lié au réchauffement climatique.

Une fois ces travaux achevés et comme le stipule le décret n° 2015-526 du 14/05/2015, un entretien ainsi qu'une surveillance seront programmés et menés par les gestionnaires afin de s'assurer, au fil du temps, du bon état des ouvrages.

**Territoire concerné :** Commune de La Tremblade (Ronce-Les-Bains)

**Modalités de mise en œuvre :**

- Maître d'ouvrage des études et travaux : Département de la Charente-Maritime
- Gestionnaire des ouvrages : Communauté d'Agglomération Royan Atlantique
- Marché de maîtrise d'œuvre : Etudes Avant-Projet et Projet (étude détaillée du principe de protection retenu), assistance pour la passation aux contrats de travaux, direction de l'exécution des travaux, analyse multicritère
- Procédures réglementaires : Etude d'impact, évaluation incidences Natura 2000, Loi sur l'eau, enquête publique, DPM, DIG, DUP, Etude de Dangers
- Opérations de communication : Concertation L300-2 du code de l'urbanisme ainsi que les COTECH et COPIL réalisés par le porteur PAPI

**Echéancier prévisionnel :**

- Fiche action VII.M.1a :  
Etudes de maîtrise d'œuvre et études réglementaires : 2020-2024
- Fiche action VII.M.1b :  
Echelonnement des travaux : 2025-2026

**Coût total :** 4 903 600 € HT

- Fiche action VII.M.1a : 500 000 € HT (Etudes pré-opérationnelles)
- Fiche action VII.M.1b : 4 403 600 € HT (Travaux)

**Plan de financement :**

- Fiche action VII.M.1a :

Département de Charente-Maritime	20 %	100 000 € HT
Etat (FPRNM)	50 %	250 000 € HT
Région Nouvelle-Aquitaine	10 %	50 000 € HT
Communauté d'Agglomération Royan Atlantique	20 %	100 000 € HT

- Fiche action VII.M.1b :

Département de Charente-Maritime	26,025 %	1 146 036,90 € HT
Etat (FPRNM)	40 %	1 761 440 € HT
Région Nouvelle-Aquitaine	7,95 %	350 086,20 € HT
Communauté d'Agglomération Royan Atlantique	26,025 %	1 146 036,90 € HT

**Indicateur de suivi/réussite :**

Validation de la solution retenue par le comité de pilotage de l'étude de projet  
Suivi des travaux et Procès-verbal de réception de l'ouvrage



## Axe VII : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

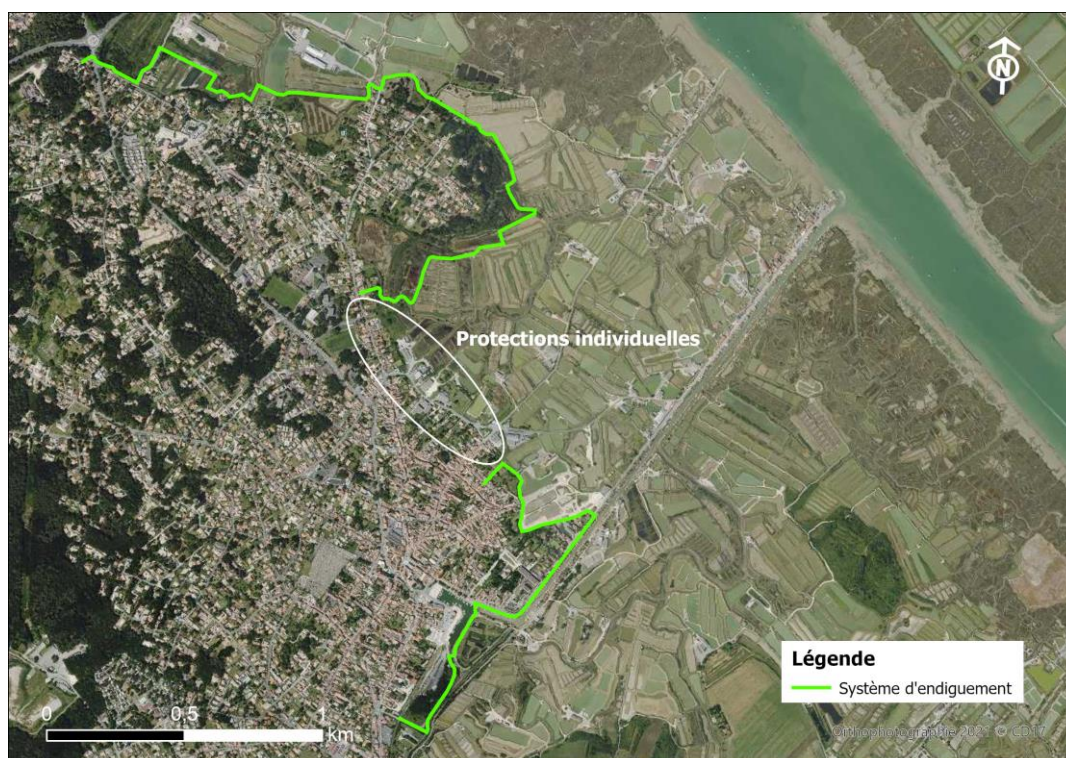
### Fiche action n°VII.M.2 : Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de La Tremblade

**Objectif :** Mettre en place une protection rapprochée du centre urbain de la commune de La Tremblade, par la création d'un système de digues de retrait.

#### Description de l'action :

Cette action consiste à créer deux systèmes d'endiguement de retrait afin de protéger une partie du centre urbain de La Tremblade. A noter que quatre ouvrages hydrauliques sont associés à ce projet d'aménagement. Le dimensionnement des ouvrages est fait pour un événement correspondant au niveau Xynthia + vents Martin + 20cm (période de retour estimée à 300 ans) :

- Secteur Nord : digue en terre à la cote 4,40 m NGF sur environ 3 200 mètres (hauteur de l'ouvrage entre 0,4 et 1,4 m).
- Secteur Sud : digue en terre, muret, rehausse de voirie et palplanches à la cote 4,40 m NGF sur environ 1 500 mètres (hauteur de l'ouvrage entre 0,5 et 1 m).



Le choix de deux ouvrages séparés par une zone de protections individuelles a été fait lors de l'élaboration de la fiche action initiale du PAPI complet et s'explique par :

- Une faible concentration d'enjeux, associée à de faibles hauteurs d'eau (<0,5 m) dans la zone de protections individuelles,
- Une ACB initiale négative avec un ouvrage continu (plus de 4 km de linéaire).

A l'issue des études préalables et avant-projet, les coûts prévisionnels ont fortement augmenté en partie à cause de l'augmentation du linéaire de protection liée aux contraintes locales et à la nécessité de fermeture des systèmes. Afin de ne pas amplifier encore les coûts, le principe de

séparation des deux système d'endiguement a été conservé.

Le projet de protection n'altère que peu l'emprise du milieu naturel. En effet, les aménagements se situent en limite de zone humide. Par ailleurs, on observe un impact hydraulique au droit des ouvrages d'environ 5 cm en marais.

Le projet de protection permettrait de mettre hors d'eau 241 habitations et 170 entreprises pour l'aléa rare. L'ensemble des enjeux exposés au risque de submersion marine est récapitulé dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 2 : Secteur de La Tremblade : tableau récapitulatif des enjeux exposés**

Enjeux concernés par le projet de La Tremblade <i>A : Etat actuel ; B : Etat aménagé</i>			Aléas					
			Fréquent : X-30cm		Moyen : NXVM		Rare : NX20VM	
			A	B	A	B	A	B
Enjeux humains	Nombre Habitations (hauteur d'eau)	<0,5m	64	13	171	25	177	18
		0,5 - 1m	4	1	71	18	92	23
		>1m	1	0	10	1	17	4
		Total	69	14	252	44	286	45
Enjeux éco	Entreprises inondées (nombre)		130	105	288	134	307	137
Ets Publics inondés			2	2	7	4	7	4
Enjeux de réseaux	Routes inondées (linéaire en m)	<0,5m	11 867	10 819	8 867	4 028	7 044	2 357
		>0,5m	5 510	6 456	18 233	17 584	21 264	19 626
		Total	17 379	17 277	21 616	21 616	28 315	21 987
Enjeux agricoles	Surfaces agricoles inondées (ha)		11,16	3,62	11,34	3,73	11,34	3,72

Le scénario de protection identifié pourra faire l'objet d'ajustements au stade de l'étude Projet. La problématique du ressuyage des submersions marines et de l'évacuation des eaux pluviales de la zone sera étudiée lors de l'étude de projet.

La création des digues en terre nécessitera un apport de matériaux. Il sera primordial d'engager, au préalable, des études géotechniques afin d'identifier de potentielles zones d'emprunt de matériaux à proximité et d'engager les acquisitions foncières. Par ailleurs des démarches d'acquisitions de terrains privés localisés sous l'emprise des futurs projets seront envisagées au préalable par le futur gestionnaire.

Ces aménagements seront conçus de façon à permettre leur éventuel rehaussement qui pourrait s'imposer, dans les décennies à venir, en raison de l'élévation du niveau marin lié au réchauffement climatique.

Une fois ces travaux achevés et comme le stipule le décret n° 2015-526 du 14/05/2015, un entretien ainsi qu'une surveillance seront programmés et menés par les gestionnaires afin de s'assurer, au fil du temps, du bon état des ouvrages.

**Territoire concerné :** Commune de La Tremblade

**Modalités de mise en œuvre :**

- Maître d'ouvrage des études et travaux : Département de la Charente-Maritime

- Gestionnaire des ouvrages : Communauté d'Agglomération Royan Atlantique

- Marché de maîtrise d'œuvre : Etudes Avant-Projet et Projet (étude détaillée du principe de protection retenu), assistance pour la passation aux contrats de travaux, direction de l'exécution des



## travaux

- Procédures réglementaires : Etude d'impact, évaluation incidences Natura 2000, Loi sur l'eau, enquête publique, DIG, accords fonciers, DUP, DPM, Etude de Dangers

- Opérations de communication : Concertation L300-2 du code de l'urbanisme ainsi que les COTECH et COPIIL réalisés par le porteur PAPI

### Echéancier prévisionnel :

- Fiche action VII.M.2a :

Etudes de maîtrise d'œuvre et études réglementaires : 2020-2024

- Fiche action VII.M.2b :

Echelonnement des travaux : 2025-2026

### Coût total : 5 270 000 € HT

- Fiche action VII.M.2a : 510 000 € HT (Etudes pré-opérationnelles)
- Fiche action VII.M.2b : 4 760 000 € HT (Travaux)

### Plan de financement :

- Fiche action VII.M.2a :

Département de Charente-Maritime	20 %	102 000 € HT
Etat (FPRNM)	50 %	255 000 € HT
Région Nouvelle-Aquitaine	10 %	51 000 € HT
Communauté d'Agglomération Royan Atlantique	20 %	102 000 € HT

- Fiche action VII.M.2b :

Département de Charente-Maritime	26,025 %	1 238 790 € HT
Etat (FPRNM)	40 %	1 904 000 € HT
Région Nouvelle-Aquitaine	7,95 %	378 420 € HT
Communauté d'Agglomération Royan Atlantique	26,025 %	1 238 790 € HT

### Indicateur de suivi/réussite :

Validation de la solution retenue par le comité de pilotage de l'étude de projet  
Suivi des travaux et Procès-verbal de réception de l'ouvrage

## Axe VII : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

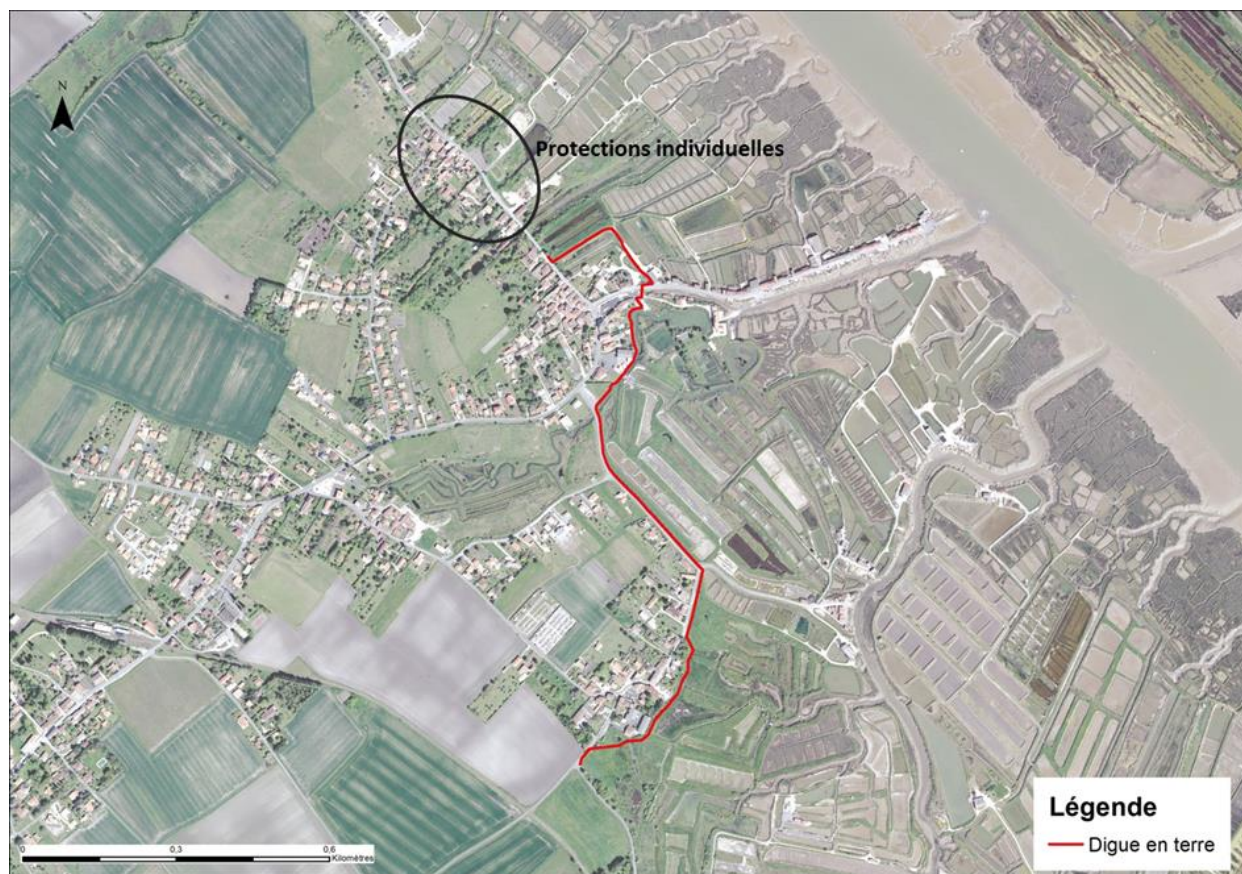
### Fiche action n°VII.M.3 : Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Chaillevette

**Objectif :** Mettre en place une protection rapprochée du centre urbain de la commune de Chaillevette, par la création d'une digue de retrait.

#### Description de l'action :

Cette action consiste à créer une digue de retrait afin de protéger une partie du centre urbain de la commune de Chaillevette. A noter qu'un ouvrage hydraulique est associé à ce projet d'aménagement. Le dimensionnement de l'ouvrage est fait pour un événement correspondant au niveau Xynthia + vents Martin + 20cm (période de retour estimée à 300 ans) :

- Ouvrage de protection : à la cote 4,43 m NGF sur environ 1 700 mètres (hauteur de l'ouvrage comprise entre 0,25 et 1,70 m). La protection n'augmente que peu l'emprise sur le milieu naturel (aménagement en limite de zone humide).



Le projet de protection permettrait de mettre hors d'eau 109 habitations et 49 entreprises pour l'aléa rare. L'ensemble des enjeux exposés au risque de submersion marine est récapitulé dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 3 : Secteur de Chaillevette : tableau récapitulatif des enjeux exposés**

Enjeux concernés par le projet de Chaillevette <i>A : Etat actuel ; B : Etat aménagé</i>			Aléas									
			Fréquent : X-30cm		Connu : Martin/Xynthia		Moyen : NXVM		Rare : NX20VM		Extrême : NX60VM	
			A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
Enjeux humains	Nombre Habitations (hauteur d'eau)	<0,5m	43	0	49	0	65	0	68	0	57	57
		0,5 - 1m	12	0	32	0	33	0	34	0	47	47
		>1m	0	0	0	0	2	0	7	0	27	27
		<b>Total</b>	<b>55</b>	<b>0</b>	<b>81</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>109</b>	<b>0</b>	<b>131</b>	<b>131</b>
Enjeux éco	Entreprises (nombre)	<b>Total</b>	<b>31</b>	<b>0</b>	<b>46</b>	<b>0</b>	<b>48</b>	<b>0</b>	<b>49</b>	<b>0</b>	<b>50</b>	<b>50</b>
Ets Publics	La Poste	Hauteur d'eau (m)	<b>&lt; 0,5</b>	<b>0</b>	<b>&lt; 0,5</b>	<b>0</b>	<b>&lt; 0,5</b>	<b>0</b>	<b>&lt; 0,5</b>	<b>0</b>	<b>0,5 - 1</b>	<b>0,5 - 1</b>
Enjeux de réseaux	Routes (linéaire en m)	Routes II	2 654	0	3 365	0	3 547	0	3 635	0	3 887	3 887
		Chemins	13	0	18	0	33	0	36	0	63	63
		<b>Total (m)</b>	<b>2 667</b>	<b>0</b>	<b>3 383</b>	<b>0</b>	<b>3 580</b>	<b>0</b>	<b>3 671</b>	<b>0</b>	<b>3 950</b>	<b>3 950</b>
Enjeux agricoles	Surfaces (ha)	Cultures submergées	0,01	0	0,07	0	0,11	0	0,14	0	0,24	0,24
		Prairies submergées	0,10	0	0,16	0	0,16	0	0,16	0	0,18	0,18
		<b>Total (ha)</b>	<b>0,12</b>	<b>0</b>	<b>0,23</b>	<b>0</b>	<b>0,27</b>	<b>0</b>	<b>0,30</b>	<b>0</b>	<b>0,42</b>	<b>0,42</b>

Le scénario de protection identifié pourra faire l'objet d'ajustements notamment dans le tracé de la protection au stade des études d'Avant-Projet et Projet. La problématique du ressuyage des submersions marines et de l'évacuation des eaux pluviales de la zone sera étudiée lors de l'étude de projet.

La création de l'ouvrage nécessitera un apport de matériaux. Il sera primordial d'engager, au préalable, des études géotechniques afin d'identifier de potentielles zones d'emprunt de matériaux à proximité et d'engager les acquisitions foncières. Par ailleurs des démarches d'acquisitions de terrains privés localisés sous l'emprise des futurs projets seront envisagées au préalable par le futur gestionnaire.

Cet aménagement sera conçu de façon à permettre son éventuel rehaussement qui pourrait s'imposer, dans les décennies à venir, en raison de l'élévation du niveau marin lié au réchauffement climatique.

Une fois ces travaux achevés et comme le stipule le décret n° 2015-526 du 14/05/2015, un entretien ainsi qu'une surveillance seront programmés et menés par les gestionnaires afin de s'assurer, au fil du temps, du bon état de l'ouvrage.

**Territoire concerné :** Commune de Chaillevette

**Modalités de mise en œuvre :**

- Maître d'ouvrage des études et travaux : Département de la Charente-Maritime
- Gestionnaire des ouvrages : Communauté d'Agglomération Royan Atlantique
- Marché de maîtrise d'œuvre : Etudes Avant-Projet et Projet (étude détaillée du principe de protection retenu), assistance pour la passation aux contrats de travaux, direction de l'exécution des travaux
- Procédures réglementaires : Etude d'impact, évaluation incidences Natura 2000, Loi sur l'eau, enquête publique, DIG, accords fonciers, DUP, DPM, Etude de Dangers
- Opérations de communication : Concertation L300-2 du code de l'urbanisme ainsi que les COTECH et

COPIL réalisés par le porteur PAPI

**Echéancier prévisionnel :**

- Fiche action VII.M.3a :

Etudes de maîtrise d'œuvre et études réglementaires : 2021-2025

- Fiche action VII.M.3b :

Echelonnement des travaux : 2026-2028

**Coût total : 2 950 000 € HT**

- Fiche action VII.M.3a : 350 000 € HT (Etudes pré-opérationnelles)
- Fiche action VII.M.3b : 2 600 000 € HT (Travaux)

**Plan de financement :**

- Fiche action VII.M.3a :

Département de Charente-Maritime	20 %	70 000 € HT
Etat (FPRNM)	50 %	175 000 € HT
Région Nouvelle-Aquitaine	10 %	35 000 € HT
Communauté d'Agglomération Royan Atlantique	20 %	70 000 € HT

- Fiche action VII.M.3b :

Département de Charente-Maritime	26,025 %	676 650 € HT
Etat (FPRNM)	40 %	1 040 000 € HT
Région Nouvelle-Aquitaine	7,95 %	206 700 € HT
Communauté d'Agglomération Royan Atlantique	26,025 %	676 650 € HT

**Indicateur de suivi/réussite :**

Validation de la solution retenue par le comité de pilotage de l'étude de projet  
Suivi des travaux et Procès-verbal de réception de l'ouvrage



## Axe VII : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

### Fiche action n°VII.M.4 : Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de l'Eguille-sur-Seudre

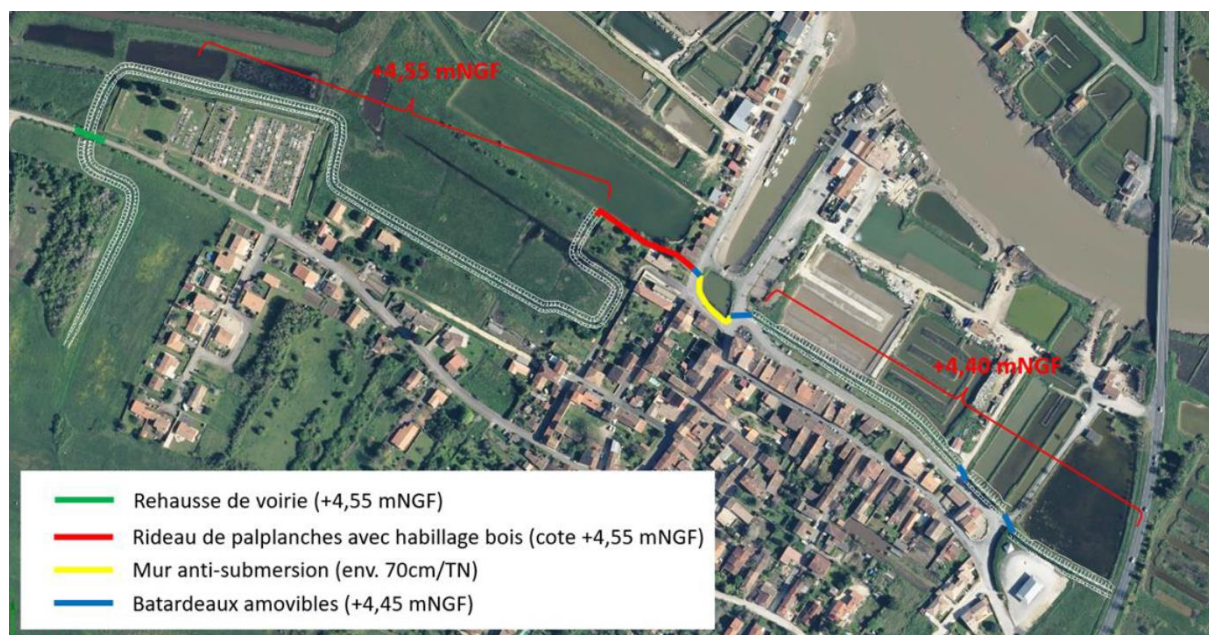
**Objectif :** Mettre en place une protection rapprochée du centre urbain de la commune de L'Eguille-sur-Seudre, par la création d'une digue de retrait.

#### Description de l'action :

Cette action consiste à créer une digue de retrait d'environ 1,3 km afin de protéger le centre urbain de la commune de l'Eguille-sur-Seudre. Le dimensionnement de l'ouvrage est fait pour un événement correspondant au niveau Xynthia + vents Martin + 20cm (période de retour estimée à 300 ans) :

- Digue en terre, à la cote 4,55 m NGF sur le secteur et 4,40 m NGF sur le secteur est ;
- Rideau de palplanches : à la côte 4,55 m NGF sur environ 100 mètres ;
- Mur en béton armé, à la côte 4,50 m NGF ;
- Dispositifs de fermeture amovible type batardeaux, à la côte 4,45 m NGF ;
- Rehausse de voirie à l'est du cimetière, rue de l'Egalité, à la côté 4,55 m NGF.

La protection n'a qu'une faible incidence sur le milieu naturel (aménagement en limite de zone humide).



Carte 5 : Projet de protection de L'Eguille (Source : UNIMA, AVP, 2022)

Le projet de protection permettrait de mettre hors d'eau 88 habitations, 21 entreprises, le temple, le pôle culturel et le cimetière de la commune pour l'aléa rare. L'ensemble des enjeux exposés au risque de submersion marine est récapitulé dans le tableau ci-dessous :

Tableau 4 : Secteur de L'Eguille : tableau récapitulatif des enjeux exposés

Secteur : L'Eguille Nord <i>A : Etat actuel ; B : Etat aménagé</i>		Hauteur d'eau	Aléas							
			Fréquent X-30		Moyen : NXVM		Rare : NX20VM		Extrême : NX60VM	
			A	B	A	B	A	B	A	B
Enjeux humains	Nombre Logements (hauteur d'eau)	< 0,5 m	40	0	26	0	23	0	20	20
		0,5 - 1	3	0	47	0	59	0	48	49
		> 1 m	0	0	3	0	6	0	39	38
		<b>Total</b>	<b>43</b>	<b>0</b>	<b>76</b>	<b>0</b>	<b>88</b>	<b>0</b>	<b>107</b>	<b>107</b>
Enjeux eco	Entreprises (hauteur d'eau)	< 0,5 m	18	8	3	0	3	0	6	4
		0,5 -1 m	2	2	26	9	25	9	13	13
		> 1 m	1	1	2	2	4	2	19	19
		<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>11</b>	<b>31</b>	<b>11</b>	<b>32</b>	<b>11</b>	<b>38</b>	<b>36</b>
Ets sensibles	Ets publics (hauteur d'eau)	< 0,5 m	3	0	0	0	0	0	0	0
		0,5 -1 m	0	0	3	0	3	0	0	0
		> 1 m	0	0	0	0	0	0	3	3
		<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
	Inondation cimetière		Faible	Aucune	Moy.	Aucune	Moy.	Aucune	Forte	Forte
Enjeux réseau	Routes (mètres linéaires)	< 0,5 m	1043	176	1095	556	881	488	281	314
		> 0,5 m	404	287	1532	469	1867	550	2646	2640
		<b>Total</b>	<b>1447</b>	<b>463</b>	<b>2627</b>	<b>1025</b>	<b>2748</b>	<b>1038</b>	<b>2927</b>	<b>2954</b>
	Postes électriques inondés		2	1	3	1	3	1	3	3
Enjeux agricoles	Surfaces inondées (ha)		0,56	0,05	1,01	0,11	1,08	0,12	1,19	1,24

Le scénario de protection identifié pourra faire l'objet d'ajustements notamment dans le tracé de la protection au stade de l'étude Projet. La problématique du ressuyage des submersions marines et de l'évacuation des eaux pluviales de la zone sera étudiée lors de l'étude de projet.

La création d'une digue en terre nécessitera un apport de matériaux. Il sera primordial d'engager, au préalable, des études géotechniques afin d'identifier de potentielles zones d'emprunt de matériaux à proximité et d'engager les acquisitions foncières. Par ailleurs des démarches d'acquisitions de terrains privés localisés sous l'emprise des futurs projets seront envisagées au préalable par le futur gestionnaire.

Cet aménagement sera conçu de façon à permettre son éventuel rehaussement qui pourrait s'imposer, dans les décennies à venir, en raison de l'élévation du niveau marin lié au réchauffement climatique.

Une fois ces travaux achevés et comme le stipule le décret n° 2015-526 du 14/05/2015, un entretien ainsi qu'une surveillance seront programmés et menés par les gestionnaires afin de s'assurer, au fil du temps, du bon état de l'ouvrage.

**Territoire concerné :** Commune de l'Éguille-sur-Seudre

**Modalités de mise en œuvre :**

- Maître d'ouvrage des études et travaux : Département de la Charente-Maritime
- Gestionnaire des ouvrages : Communauté d'Agglomération Royan Atlantique
- Marché de maîtrise d'œuvre : Etudes Avant-Projet et Projet (étude détaillée du principe de protection retenu), assistance pour la passation aux contrats de travaux, direction de l'exécution des travaux
- Procédures réglementaires : Etude d'impact, évaluation incidences Natura 2000, Loi sur l'eau, enquête publique, DIG, accords fonciers, DUP, DPM, Etude de Dangers
- Opérations de communication : Concertation L300-2 du code de l'urbanisme ainsi que les COTECH et COPIL réalisés par le porteur PAPI

**Echéancier prévisionnel :**

- Fiche action VII.M.4a :  
Etudes de maîtrise d'œuvre et études réglementaires : 2020-2024
- Fiche action VII.M.4b :  
Echelonnement des travaux : 2025-2026

**Coût total :** 1 660 000 € HT

- Fiche action VII.M.4a : 350 000 € HT (Etudes pré-opérationnelles et ACB)
- Fiche action VII.M.4b : 1 300 000 € HT (Travaux)

**Plan de financement :**

- Fiche action VII.M.4a :

Département de Charente-Maritime	20 %	70 000 € HT
Etat (FPRNM)	50 %	175 000 € HT
Région Nouvelle-Aquitaine	10 %	35 000 € HT
Communauté d'Agglomération Royan Atlantique	20 %	70 000 € HT

- Fiche action VII.M.4b :

Département de Charente-Maritime	26,025 %	340 927,50 € HT
Etat (FPRNM)	40 %	524 000 € HT
Région Nouvelle-Aquitaine	7,95 %	104 145 € HT
Communauté d'Agglomération Royan Atlantique	26,025 %	340 927,50 € HT

**Indicateur de suivi/réussite :**

Validation de la solution retenue par le comité de pilotage de l'étude de projet  
Suivi des travaux et Procès-verbal de réception de l'ouvrage



## Axe VII : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

### Fiche action n°VII.M.5 : Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de Saujon

**Objectif :** Mettre en place une protection rapprochée des zones urbaines denses sur la commune de Saujon, par la création d'un système de digues en bord de Seudre.

#### Description de l'action :

Cette action consiste à créer un système d'endiguement composé de plusieurs ouvrages afin de protéger les zones urbaines denses de la commune de Saujon. Le dimensionnement des ouvrages est fait pour un événement correspondant au niveau Xynthia + vents Martin + 20cm (période de retour estimée à 300 ans) :

- **Centre-ville amont : deux ouvrages**, rehausse de voiries et confortement de berges à la cote 3,92 m NGF
  - o Rive gauche : environ 490 mètres, hauteur 0,4 m
  - o Rive droite : environ 565 mètres, hauteur 0,55 m
- **Centre-ville aval : protection à la cote 4,33 m NGF**
  - o Rive gauche : muret et rehausse de voirie (hauteur 0,35 m) sur environ 200 m
  - o Ecluses de Ribérou : Adaptation potentielle des écluses
  - o Rive droite : muret et rehausse de voirie (hauteur 0,70 m) sur environ 160 m et merlon (hauteur 1,71 m) sur environ 470 mètres
- **Quartiers du Treuil et du Breuil : un ouvrage** (hauteur environ 0,4 m)
  - o Rive gauche : digue en terre à la cote 4,33 m NGF sur environ 2 100 mètres



Les ouvrages du système d'endiguement sont dépendants d'un point de vue hydraulique. Ils ne peuvent être réalisés indépendamment, sous peine d'accroître la vulnérabilité des enjeux.



Le système d'endiguement permettrait de mettre hors d'eau 457 habitations et 66 entreprises pour un événement maritime et 285 habitations pour un événement fluviomaritime. Il permet également de protéger l'EHPAD « ORPEA Sud Saintonge », l'école maternelle « La Taillée » ainsi que le collège « André Albert » et son gymnase. L'ensemble des enjeux exposés au risque de submersion marine est récapitulé dans les tableaux ci-dessous :

**Tableau 5 : Secteur de Saujon : tableau récapitulatif des enjeux exposés à un événement maritime**

Enjeux concernés par le projet de Saujon - Aléa maritime <i>A : Etat actuel ; B : Etat aménagé</i>		Aléas							
		Xynthia - 30 cm (T5)		Martin (T50)		NX20VM (T150)		NX60VM (T300)	
		A	B	A	B	A	B	A	B
Enjeux humains	Nombre Habitations	178	61	761	277	743	286	1126	544
Enjeux éco	Emplois en zone inondable	12	1	130	44	104	38	203	90
Ets Publics inondés		3	1	9	2	7	2	11	4
Enjeux agricoles	Surfaces agricoles inondées (ha)	282	268	399	398	423	410	513	494

**Tableau 6 : Secteur de Saujon : tableau récapitulatif des enjeux exposés à un événement fluviomaritime**

Enjeux concernés par le projet de Saujon - Aléa fluviomaritime <i>A : Etat actuel ; B : Etat aménagé</i>		Aléas							
		Coef. 110 + Q5 (T7)		Xynthia - 50cm + Q10 (T30)		Xynthia - 30cm + Q20 (T100)		X-30cm + Q1982 (T1000)	
		A	B	A	B	A	B	A	B
Enjeux humains	Nombre Habitations	131	74	263	194	692	407	904	980
Enjeux éco	Emplois en zone inondable	15	7	42	31	149	149	241	241
Ets Publics inondés		1	0	3	1	8	8	10	10
Enjeux agricoles	Surfaces agricoles inondées (ha)	183	183	269	263	373	370	443	450

Le scénario de protection identifié pourra faire l'objet d'ajustements notamment dans le tracé des protections au stade des études d'Avant-Projet et Projet. La problématique du ressuyage des submersions marines et de l'évacuation des eaux pluviales de la zone sera étudiée lors de l'étude de projet.

La création de digues en terre nécessitera un apport de matériaux. Il sera primordial d'engager, au préalable, des études géotechniques afin d'identifier de potentielles zones d'emprunt de matériaux à proximité et d'engager les acquisitions foncières. Par ailleurs des démarches d'acquisitions de terrains privés localisés sous l'emprise des futurs projets seront envisagées au préalable par le futur gestionnaire.

Ces aménagements seront conçus de façon à permettre leur éventuel rehaussement qui pourrait s'imposer, dans les décennies à venir, en raison de l'élévation du niveau marin lié au réchauffement climatique.

Une fois ces travaux achevés et comme le stipule le décret n° 2015-526 du 14/05/2015, un entretien ainsi qu'une surveillance seront programmés et menés par les gestionnaires afin de s'assurer, au fil du temps, du bon état des ouvrages.

**Territoire concerné :** Commune de Saujon

**Modalités de mise en œuvre :**

- Maître d'ouvrage des études et travaux : Département de la Charente-Maritime
- Gestionnaire des ouvrages : Communauté d'Agglomération Royan Atlantique
- Marché de maîtrise d'œuvre : Etudes Avant-Projet et Projet (étude détaillée du principe de protection retenu), assistance pour la passation aux contrats de travaux, direction de l'exécution des travaux
- Procédures réglementaires : Etude d'impact, évaluation incidences Natura 2000, Loi sur l'eau, enquête publique, DIG, accords fonciers, DUP, DPM, DPF, Etude de Dangers
- Opérations de communication : Concertation L300-2 du code de l'urbanisme ainsi que les COTECH et COPIL réalisés par le porteur PAPI

**Echéancier prévisionnel :**

- Fiche action VII.M.5a :

Etudes de maîtrise d'œuvre et études réglementaires : 2021-2025

- Fiche action VII.M.5b :

Echelonnement des travaux : 2026-2028

**Coût total : 5 710 000 € HT**

- Fiche action VII.M.5a : 540 000 € HT (Etudes pré-opérationnelles)
- Fiche action VII.M.5b : 5 170 000 € HT (Travaux)

**Plan de financement :**

- Fiche action VII.M.5a :

Département de Charente-Maritime	20 %	108 000 € HT
Etat (FPRNM)	50 %	270 000 € HT
Région Nouvelle-Aquitaine	10 %	54 000 € HT
Communauté d'Agglomération Royan Atlantique	20 %	108 000 € HT

- Fiche action VII.M.5b :

Département de Charente-Maritime	26,025 %	1 345 492,50 € HT
Etat (FPRNM)	40 %	2 068 000 € HT
Région Nouvelle-Aquitaine	7,95 %	411 015 € HT
Communauté d'Agglomération Royan Atlantique	26,025 %	1 345 492,50 € HT

**Indicateur de suivi/réussite :**

Validation de la solution retenue par le comité de pilotage de l'étude de projet  
Suivi des travaux et Procès-verbal de réception de l'ouvrage

## Axe VII : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

### Fiche action n°VII.M.6 : Confortement/rehaussement de la digue de 1er rang sur la commune de Marennes

**Objectifs :** Conforter/rehausser la digue de 1<sup>er</sup> rang et fermer le système d'endiguement (création de digue) afin de protéger la station balnéaire de Marennes-Plage.

#### Description de l'action :

Cette action consiste à conforter/rehausser la digue de 1<sup>er</sup> rang protégeant la station balnéaire de Marennes-Plage. Par ailleurs, une digue en terre est créée et d'autre de l'ouvrage afin de fermer le système d'endiguement. Le dimensionnement est fait pour un événement correspondant au niveau Xynthia + vents Marennes (estimée à 300 ans) :

- Digue de 1<sup>er</sup> rang : à la cote 4,85 m NGF sur enrochement (l'ouvrage 0,85 m).
- Digues en terre : à la cote 5,65 m NGF sur enrochement (l'ouvrage 2,15 m).



Le projet de protection permettrait de mettre hors d'eau 89 habitations et 25 entreprises pour l'aléa rare. L'ensemble des enjeux exposés au risque de submersion marine est récapitulé dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 7 : Secteur de Marennes-Plage : tableau récapitulatif des enjeux exposés**

Secteur : Marennes-Plage A : Etat actuel ; B : Etat aménagé			Aléas									
			Fréquent : X-30		Connu : Martin/Xynthia		Moyen : NXVM		Rare : NX20VM		Extrême : NX60VM	
			A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
Enjeux humains	Nombre Habitations (hauteur d'eau)	<0,5m	6	0	25	0	50	0	41	0	50	50
		0,5 - 1m	0	0	0	0	28	0	48	0	49	49
		>1m	0	0	0	0	0	0	0	0	41	41
		<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>25</b>	<b>0</b>	<b>78</b>	<b>0</b>	<b>89</b>	<b>0</b>	<b>140</b>	<b>140</b>
Enjeux éco	Entreprises + Camping (Au Bon Air)	<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>18</b>	<b>0</b>	<b>25</b>	<b>0</b>	<b>25</b>	<b>0</b>	<b>33</b>	<b>33</b>
Enjeux de réseaux	Routes (linéaire en m)	Routes I	538	0	640	0	812	0	831	0	1172	1172
		Routes II	334	0	1282	0	1960	0	2104	0	3041	3041
		Chemins	1551	0	1820	0	2250	0	2827	0	3607	3607
		Voies ferrées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		<b>Total (m)</b>	<b>2423</b>	<b>0</b>	<b>3742</b>	<b>0</b>	<b>5022</b>	<b>0</b>	<b>5763</b>	<b>0</b>	<b>7821</b>	<b>7821</b>
Enjeux agricoles	Surfaces (ha)	Cultures submergées	0,00	0,00	0,00	0,00	2,24	0,00	2,97	0,00	3,00	3,00
		Prairies submergées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		<b>Total (ha)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2,24</b>	<b>0,00</b>	<b>2,97</b>	<b>0,00</b>	<b>3,00</b>	<b>3,00</b>

Comme demandé par la Commission Mixte Inondation, le scénario de protection identifié fera l'objet d'une étude de solutions alternatives dans le but d'optimiser la pertinence socio-économique du projet, notamment vis-à-vis du niveau de protection. Les scénarios alternatifs seront étudiés dans le cadre de l'étude d'impacts initialement prévue dans la fiche action VII.M.6. L'analyse multicritère sera ensuite revue à la lumière des résultats de l'étude sur les scénarios alternatifs. Une validation de la DREAL sera demandée avant la demande de subvention spécifique à cette action.

Le scénario de protection identifié pourra faire l'objet d'ajustements notamment dans le tracé des protections au stade des études d'Avant-Projet et Projet. La problématique du ressuyage des submersions marines et de l'évacuation des eaux pluviales de la zone sera étudiée lors de l'étude de projet.

La création des digues en terre nécessitera un apport de matériaux. Il sera primordial d'engager, au préalable, des études géotechniques afin d'identifier de potentielles zones d'emprunt de matériaux à proximité et d'engager les acquisitions foncières. Par ailleurs des démarches d'acquisitions de terrains privés localisés sous l'emprise des futurs projets seront envisagées au préalable par le futur gestionnaire.

Ces aménagements seront conçus de façon à permettre leur éventuel rehaussement qui pourrait s'imposer, dans les décennies à venir, en raison de l'élévation du niveau marin lié au réchauffement climatique.

Une fois ces travaux achevés et comme le stipule le décret n° 2015-526 du 14/05/2015, un entretien ainsi qu'une surveillance seront programmés et menés par les gestionnaires afin de s'assurer, au fil du temps, du bon état des ouvrages.

**Territoire concerné :** Commune de Marennes

**Modalités de mise en œuvre :**

- Maître d'ouvrage des études et travaux : Département de la Charente-Maritime
- Gestionnaire des ouvrages : Communauté de Communes du Bassin de Marennes

<p>- <u>Marché de maîtrise d'œuvre</u> : Etudes Avant-Projet et Projet (étude détaillée du principe de protection retenu), assistance pour la passation aux contrats de travaux, direction de l'exécution des travaux</p> <p>- <u>Procédures réglementaires</u> : Etude d'impact, évaluation incidences Natura 2000, Loi sur l'eau, enquête publique, DIG, accords fonciers, DUP, DPM, Etude de Dangers</p> <p>- <u>Opérations de communication</u> : Concertation L300-2 du code de l'urbanisme ainsi que les COTECH et COPIIL réalisés par le porteur PAPI</p>
<p><b>Echéancier prévisionnel :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Fiche action VII.M.6a</u> : Etudes de maîtrise d'œuvre et études réglementaires : 2019-2022</li> <li>• <u>Fiche action VII.M.6b</u> : Echelonnement des travaux : 2022-2023</li> </ul>
<p><b>Coût total</b> : 782 600 € HT</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Fiche action VII.M.6a</u> : 200 000 € HT (Etudes pré-opérationnelles)</li> <li>• <u>Fiche action VII.M.6b</u> : 582 600 € HT (Travaux)</li> </ul>
<p><b>Plan de financement :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Fiche action VII.M.6a</u> : Département de Charente-Maritime : 20% (40 000 € HT) Etat : 50% (100 000 € HT) Région : 10% (20 000 € HT) Communauté de Communes du Bassin de Marennes : 20% (40 000 € HT)</li> <li>• <u>Fiche action VII.M.6b</u> : Département de Charente-Maritime : 20% (116 520 € HT) Etat : 40% (233 040 € HT) Région : 20% (116 520 € HT) Communauté de Communes du Bassin de Marennes : 20% (116 520 € HT)</li> </ul>
<p><b>Indicateur de suivi/réussite :</b></p> <p>Validation de la solution retenue par le comité de pilotage de l'étude de projet Suivi des travaux et Procès-verbal de réception de l'ouvrage</p>



## Axe VII : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

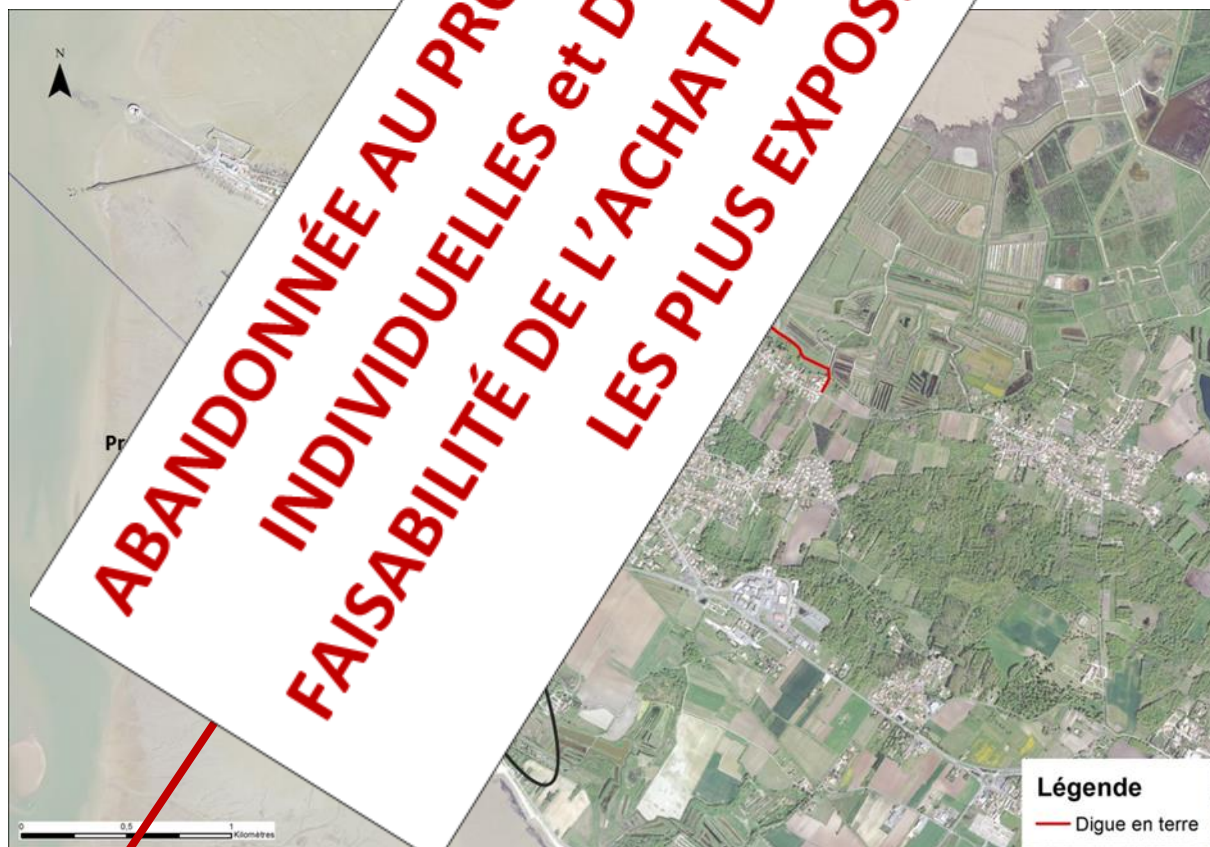
### Fiche action n°VII.M.7 : Création d'une protection rapprochée des habitations sur la partie nord de la commune de Bourcefranc-Le-Chapus

**Objectif :** Mettre en place une protection rapprochée de la commune de Bourcefranc-Le-Chapus, par la création d'une digue de retrait

#### Description de l'action :

Cette action consiste à créer une digue de retrait urbain de la commune de Bourcefranc-Le-Chapus. Des ouvrages hydrauliques sont associés à ce projet d'aménagement (est fait retour pour un évènement correspondant au niveau estimé à 300 ans) :

- Digue en terre : à la cote 5,25 m (ouvrage 1,75 m). La protection n'altère que peu la limite de zone humide).



Le projet de protection permettrait de mettre hors d'eau 218 habitations et 40 entreprises pour l'aléa rare. L'ensemble des enjeux exposés au risque de submersion marine est récapitulé dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 8 : Secteur de Bourcefranc : tableau récapitulatif des enjeux exposés**

Secteur : Bourcefranc A : Etat actuel ; B : Etat aménagé			Aléas									
			Fréquent : X-30		Connu : Martin/Xynthia		Moyen : NXVM		Rare : NX20VM		Extrême : NX60VM	
			A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
Enjeux humains	Nombre Habitations (hauteur d'eau)	<0,5m	38	0	124	0	113	0	94	0	66	66
		0,5 - 1m	0	0	9	0	74	0	94	0	75	75
		>1m	0	0	0	0	12	0	30	0	87	87
		<b>Total</b>	<b>38</b>	<b>0</b>	<b>133</b>	<b>0</b>	<b>199</b>	<b>0</b>	<b>218</b>	<b>0</b>	<b>228</b>	<b>228</b>
Enjeux éco	Entreprises (nombre)	<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>24</b>	<b>0</b>	<b>34</b>	<b>0</b>	<b>40</b>	<b>0</b>	<b>42</b>	<b>42</b>
Enjeux de réseaux	Routes (linéaire en m)	Routes I	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Routes II	1019	0	2352	0	2185	0	2402	0	2582	2582
		Chemins	815	0	700	0	859	0	905	0	931	931
		Voies ferrées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		<b>Total</b>	<b>1833</b>	<b>0</b>	<b>3052</b>	<b>0</b>	<b>3045</b>	<b>0</b>	<b>3307</b>	<b>0</b>	<b>3513</b>	<b>3513</b>
Enjeux agricoles	Surfaces (ha)	Cultures submergées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Prairies submergées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,08	0,00	0,11	0,11
		<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,08</b>	<b>0,00</b>	<b>0,11</b>	<b>0,11</b>

Le scénario de protection identifié pourra faire l'objet d'ajustements notamment dans le tracé de la protection, au stade des études d'Avant-Projet et Projet. La problématique du ressuyage des submersions marines et de l'évacuation des eaux pluviales de la zone sera étudiée lors de l'étude de projet.

La création d'une digue en terre nécessitera un apport de matériaux. Il sera primordial d'engager, au préalable, des études géotechniques afin d'identifier de potentielles zones d'emprunt de matériaux à proximité et d'engager les acquisitions foncières. Par ailleurs des démarches d'acquisitions de terrains privés localisés sous l'emprise des futurs projets seront envisagées au préalable par le futur gestionnaire.

Cet aménagement sera conçu de façon à permettre son éventuel rehaussement qui pourrait s'imposer, dans les décennies à venir, en raison de l'élévation du niveau marin lié au réchauffement climatique.

Une fois ces travaux achevés et comme le stipule le décret n° 2015-526 du 14/05/2015, un entretien ainsi qu'une surveillance seront programmés et menés par les gestionnaires afin de s'assurer, au fil du temps, du bon état de l'ouvrage.

**Territoire concerné :** Commune de Bourcefranc-Le-Chapus

**Modalités de mise en œuvre :**

- Maître d'ouvrage des études et travaux : Département de la Charente-Maritime
- Gestionnaire des ouvrages : Communauté de Communes du Bassin de Marennes
- Marché de maîtrise d'œuvre : Etudes Avant-Projet et Projet (étude détaillée du principe de protection retenu), assistance pour la passation aux contrats de travaux, direction de l'exécution des travaux
- Procédures réglementaires : Etude d'impact, évaluation incidences Natura 2000, Loi sur l'eau, enquête publique, DIG, accords fonciers, DUP, DPM, Etude de Dangers
- Opérations de communication : Concertation L300-2 du code de l'urbanisme ainsi que les COTECH et COPIIL réalisés par le porteur PAPI



## TABLEAU RECAPITULATIF DES ACTIONS DU PAPI RÉVISÉ

Les actions créées ou modifiées par ce deuxième avenant sont indiquées en *italique et en vert*.

ACTIONS		MAITRE D'OUVRAGE	CALENDRIER	COUT GLOBAL
<i>Animation du PAPI complet Bassin de la Seudre</i>		<i>SMBS</i>	<i>2018-2028</i>	<i>558 800 € TTC</i>
<b>AXE I</b>				
I.G.1	Sensibilisation aux risques d'inondation et de submersion	SMBS	2021-2022	21 600 € TTC
I.M.1	Mise en place d'un marégraphe dans l'estuaire de la Seudre et numérisation des données marégraphiques de Bourcefranc-Le-Chapus	SPC / SMBS	2019-2021	252 000 € TTC
I.M.2	Estimation de la population saisonnière sur la frange littorale du bassin de la Seudre	CARA / CCBM	2022	En régie
I.M.3	Recueil du vécu des populations face au risque de submersion marine	SMBS	2024	40 000 € TTC
<b>AXE III</b>				
III.G.1	Définition de seuils d'alerte locaux sur le bassin versant de la Seudre	SMBS / Commune de Saujon	2019-2028	Animation SMBS / En régie
III.G.2	Réalisation/révision de Plans Communaux de Sauvegarde (PCS)	Communes	2018-2028	/
III.G.3	Assistance à la réalisation de Plans Particuliers de Mise en Sécurité sur le volet inondation	SMBS	2026	Animation SMBS
III.G.4	Réalisation d'exercices de gestion de crise sur le volet inondation	Communes	2024-2028	/
III.M.1	Assistance intercommunale de gestion de crise sur la problématique « submersion marine »	CARA/CCBM	2024-2028	En régie
III.F.1	Réalisation d'un Plan de Continuité d'Activité (PCA) sur la commune de Saujon	Commune de Saujon	2027	En régie
<b>AXE IV</b>				
IV.G.1	Intégration des risques d'Inondation dans les documents d'urbanisme locaux	SMBS	2018-2028	Animation SMBS
IV.M.1	Approbation des PPRL des communes de l'estuaire de la Seudre	Etat	2022	En régie
<b>Axe V</b>				
V.G.1	Diagnostic de vulnérabilité aux risques d'inondation de l'ensemble des réseaux	SMBS	2025	Animation SMBS
V.G.2	Animer les réflexions sur l'élaboration d'une stratégie de gestion et valorisation des déchets post-inondation	SMBS	2025-2026	72 000 € TTC
V.M.1	Analyse de vulnérabilité aux submersions marines des habitations, bâtiments économiques et établissements sensibles dans l'estuaire de la Seudre	SMBS	2019-2027	325 020 € TTC
V.M.2	Etude du maintien de la continuité territoriale face au risque submersion marine	CD 17/ Communes	2022-2023	54 000 € TTC
<i>V.M.3</i>	<i>Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations dans l'estuaire de la Seudre</i>	<i>Particuliers</i>	<i>2021-2027</i>	<i>1565 000 € TTC</i>

V.M.4	Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des biens d'activités professionnelles d'entreprises de moins de 20 salariés de l'estuaire de la Seudre	Entreprises	2023-2028	82 900 € TTC
V.M.5	Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des bâtiments publics (hors réseaux et infrastructures) de l'estuaire de la Seudre	Collectivités locales	2023-2028	95 500 € TTC
V.M.6	Etude de faisabilité de l'achat des habitations exposées à plus de 1 m d'eau sur le secteur nord de Bourcefranc-le-Chapus	CCBM	2024	40 000 € TTC
<b>AXE VI</b>				
VI.G.1	Elaboration d'une gouvernance de l'eau adaptée sur bassin de la Seudre	EPCI à FP	2018-2019	/
VI.G.2	Animer la réflexion sur les politiques foncières à l'échelle du bassin	SMBS	2018-2028	Animation SMBS
VI.M.1	Analyse du rôle des taillées dans la protection contre la submersion marine	SMBS	2023-2024	60 000 € TTC
<b>AXE VII</b>				
VII.M.1	Confortement et rehaussement des digues de 1er rang sur Ronce-Les-Bains	CD 17	2020-2026	4 903 600 € HT
VII.M.2	Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de La Tremblade	CD 17	2020-2026	5 270 000 € HT
VII.M.3	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Chaillevette	CD 17	2022-2028	2 950 000 € HT
VII.M.4	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de L'Eguille-sur-Seudre	CD 17	2020-2025	1 650 000 € HT
VII.M.5	Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de Saujon	CD 17	2022-2028	5 710 000 € HT
VII.M.6	Confortement et rehaussement du cordon dunaire sur la commune de Marennes	CD 17	2019-2022	100 489 € HT consommés
VII.M.7	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Bourcefranc-Le-Chapus	CD 17	2022-2028	225 705 € HT engagés
VII.M.8	Etudes stratégiques de réduction de la vulnérabilité à la submersion marine sur le secteur sud de L'Eguille	CD 17	2024-2025	79 500 € HT





	<b>PAPI complet du bassin de la Seudre 2018 - 2027</b>																	
	<b>ANNEXE FINANCIERE l'avenant n°1 de la convention cadre du PAPI</b>																	
<b>Axe 0 : Animation</b>																		
Référence de la Fiche-action du PAPI		Maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	État BOP 181	% Part	État Fonds Vert	% Part	SMBS	% Part	Agence de l'eau	% Part	Échéance de réalisation				
	Animation du PAPI	SMBS	558 800	558 800	TTC	223 520	40	4 500	1	158 060	28	172 720	31	2028				
<b>Axe 1 : Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque</b>																		
Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	État FPRNM	% Part	SMBS	% Part	SPC	% Part	SHOM	% Part	CARA	% Part	CCBM	% Part	Échéance de réalisation
Action I.G.1	Sensibilisation aux risques d'inondation et de submersion	SMBS	18 000	21 600	TTC	10 800	50	10 800	50									2026
Action I.M.1	Mise en place d'un marégraphe dans l'estuaire de la Seudre	SPC	50 000	60 000	TTC					52 800	88	7 200	12					2020
Action I.M.1	Numérisation des données marégraphiques de Bourcefranc-Le-Chapus	SMBS	160 000	192 000	TTC	96 000	50	57 600	30			38 400	20					2020
Action I.M.2	Quantification de la population saisonnière sur la frange littorale du bassin de la Seudre	SMBS / CARA / CCBM	0	0	TTC	0	50							0	25	0	25	2023
Action I.M.3	Recueil du vécu des populations face au risque submersion marine	SMBS	33 333	40 000	TTC	20000	50	20 000	50									2024
	TOTAL		261 333	313 600	TTC	126 800		88 400		52 800		45 600		0		0		
<b>Axe 2 : Surveillance, prévision des crues et des inondations</b>																		
Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	L'action inscrite pour mémoire dans le programme initial est retirée du Programme d'action du PAPI du bassin de la Seudre.																
Action II.M.1	Création d'un système d'alerte de prévision des surcotes et submersions marines																	
<b>Axe 3 : Alerte et gestion de crise</b>																		
Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	SMBS	% Part	Communes	% Part	CARA	% Part	CCBM	% Part	Échéance de réalisation				
Action III.G.1	Définition de seuils d'alerte locaux	SMBS / Commune de Saujon	0	0		Intégré dans l'animation PAPI		En régie						2028				
Action III.G.2	Réalisation des Plans Communaux de Sauvegarde	Communes	0	0				En régie						2028				
Action III.G.3	Assistance à la réalisation de PPMS sur le volet inondation	SMBS	0	0		Intégré dans l'animation PAPI								2028				
Action III.G.4	Réalisation d'exercices de gestion de crise sur le volet inondation	Communes	0	0				En régie						2028				
Action III.M.1	Assistance intercommunale de gestion de crise sur la problématique "submersion	CARA / CCBM	0	0						En régie		En régie		2028				
Action III.F.1	Réalisation d'un PCA sur la commune de Saujon	Commune de Saujon	0	0				En régie						2028				
	TOTAL		0	0		0		0		0		0						

Axe 4 : Prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme																		
Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	État BOP 181	% Part	État FPRNM	% Part	SMBS	% Part	Échéance de réalisation						
Action IV.G.1	Intégration des risques d'Inondation dans les documents d'urbanisme	SMBS	0	0						Intégré dans l'animation PAPI		2028						
Action IV.M.1	Approbation des PPRL des communes de l'estuaire de la Seudre	Etat	?	?				?	100			2022						
	TOTAL		0	0		0		0		0								
Axe 5 : Actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens																		
Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	État FPRNM	% Part	SMBS	% Part	CD 17	% Part	CARA	% Part	CCBM	% Part	Propriétaires	% Part	Échéance de réalisation
Action V.G.1	Diagnostic de vulnérabilité aux inondations de l'ensemble des réseaux	SMBS						Intégré dans l'animation PAPI										2025
Action V.G.2	Animer les réflexions sur l'élaboration d'une stratégie de gestion et valorisation des déchets post-inondation	SMBS	60 000	72 000	TTC	36 000	50	36 000	50									2023
Action V.M.1	Analyse de vulnérabilité aux submersions marines des habitations et établissements sensibles	SMBS	270 850	325 020	TTC	162 510	50	162 510	50									2025
Action V.M.2	Etude du maintien de la continuité territoriale face au risque submersion marine	CD 17	45 000	54 000	TTC	27 000	50			10 800	20	8 100	15	8 100	15			2022
Action V.M.3	Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations dans l'estuaire de la Seudre	Particuliers	1 304 167	1 565 000	TTC	1 252 000	80			115 750	7	23 250	1	92 500	6	81 500	5	2027
Action V.M.4	Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des biens d'activités professionnelles d'entreprises de moins de 20 salariés de l'estuaire de la Seudre	Entreprises	69 083	82 900	TTC	16 580	20									66 320	80	2028
Action V.M.5	Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des bâtiments publics (hors réseaux et infrastructures) de l'estuaire de la Seudre	Collectivités locales	79 583	95 500	HT	47 750	50									47 750	50	2028
Action V.M.6	Etude de faisabilité de l'achat des habitations exposées à plus de 1 m d'eau sur le secteur nord de Bourcefranc-le-Chapus	CCBM	33 333	40 000	TTC	20 000	50							20 000	50			
	TOTAL		1 862 017	2 234 420	TTC	1 561 840		198 510		126 550		31 350		120 600		195 570		
Axe 6 : Ralentissement des écoulements																		
Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	Etat FPRNM	% Part	SMBS	% Part	CD 17	% Part	Région	% Part	Échéance de réalisation				
Action VI.G.1	Elaboration d'une gouvernance de l'eau adaptée sur le bassin de la Seudre	EPCI du bassin de la Seudre	0	0										2020				
Action VI.G.2	Animer la réflexion sur les politiques foncières à l'échelle du bassin	SMBS	0	0				Intégré dans l'animation SAGE						2027				
Action VI.M.1	Analyse du rôle des taillées dans la protection contre la submersion marine	SMBS	50 000	60 000	TTC	30 000	50	18 000	30	12000	20			2024				
	TOTAL		50 000	60 000	TTC	30 000		18 000		12 000		0						

Axe 7 : Gestion des ouvrages de protection hydrauliques																	
Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Sous-fiches actions	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	Maître d'ouvrage	État FPRNM	% Part	CD 17	% Part	Région	% Part	CARA	% Part	CCBM	% Part	Échéance de réalisation
Action VII.M.1	Confortement et rehaussement des digues de 1er rang sur Ronce-Les-Bains	Action VII.M.1a	500 000,00	500 000,00	HT	CD 17	250 000,00	50	100 000,00	20	50 000,00	10	100 000,00	20			2025
		Action VII.M.1b	4 403 600,00	4 403 600,00			1 761 440,00	40	1 146 036,90	26,03	350 086,20	7,95	1 146 036,90	26,03			
Action VII.M.2	Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de La Tremblade	Action VII.M.2a	510 000,00	510 000,00	HT	CD 17	255 000,00	50	102 000,00	20	51 000,00	10	102 000,00	20			2026
		Action VII.M.2b	4 760 000,00	4 760 000,00			1 904 000,00	40	1 238 790,00	26,03	378 420,00	7,95	1 238 790,00	26,03			
Action VII.M.3	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Chaillevette	Action VII.M.3a	350 000,00	350 000,00	HT	CD 17	175 000,00	50	70 000,00	20	35 000,00	10	70 000,00	20			2028
		Action VII.M.3b	2 600 000,00	2 600 000,00			1 040 000,00	40	676 650,00	26,03	206 700,00	7,95	676 650,00	26,03			
Action VII.M.4	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de L'Eguille-sur-Seudre	Action VII.M.4a	350 000,00	350 000,00	HT	CD 17	175 000,00	50	70 000,00	20	35 000,00	10	70 000,00	20			2025
		Action VII.M.4b	1 310 000,00	1 310 000,00			524 000,00	40	340 927,50	26,03	104 145,00	7,95	340 927,50	26,03			
Action VII.M.5	Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de Sauion	Action VII.M.5a	540 000,00	540 000,00	HT	CD 17	270 000,00	50	108 000,00	20	54 000,00	10	108 000,00	20			2028
		Action VII.M.5b	5 170 000,00	5 170 000,00			2 068 000,00	40	1 345 492,50	26,03	411 015,00	7,95	1 345 492,50	26,03			
Action VII.M.6	Confortement/rehaussement de la digue de 1er rang sur la commune de Marennes	Action VII.M.6a	100 489,26	100 489,26	HT	CD 17	50 244,63	50	20 097,85	20	10 048,93	10			20 097,85	20	-
		Action VII.M.6b	0,00	0,00			0,00	40	0,00	26,03	0,00	7,95			0,00	26,03	
Action VII.M.7	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la partie nord de la commune de Bourcefranc-Le-Chapus	Action VII.M.7a	225 705,00	225 705,00	HT	CD 17	112 852,50	50	45 141,00	20	22 570,50	10			45 141,00	20	2025
		Action VII.M.7b	0,00	0,00			0,00	40	0,00	26,03	0,00	7,95			0,00	26,03	
Action VII.M.8	Etudes stratégiques de réduction de la vulnérabilité à la submersion marine sur le secteur sud de L'Eguille		79 500,00	79 500,00	HT	CD 17	39 750,00	50	15 900,00	20			23 850,00	30			2024
TOTAL			20 899 294,26	20 899 294,26	HT		8 625 287,13		5 279 035,75		1 707 985,63		5 221 746,90		65 238,85		

Synthèse PAPI																								
Axes d'actions	Coût (HT)	Coût global	État BOP 181	% Part	État FPRNM	% Part	État Fonds Vert	% Part	SMBS	% Part	CD 17	% Part	Région Nouvelle-Aquitaine	% Part	Agence de l'eau	% Part	CARA	% Part	CCBM	% Part	SPC	% Part	SHOM	% Part
Animation	558 800	558 800	223 520	40	0	0	4 500	1	158 060	28	0		0		172 720	31	0		0		0		0	
Axe 1	261 333	313 600	0		126 800	40	0		88 400	28	0		0		0		0	0	0	0	52 800	17	45 600	15
Axe 2	0	0	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
Axe 3	0	0	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
Axe 4	0	0	0		?		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
Axe 5	1 862 017	2 234 420	0		1 561 840	70	0		198 510	9	126 550	6	0		0		31 350	1	120 600	5	0		0	
Axe 6	50 000	60 000	0		30 000	50	0		18 000	30	12 000		0		0		0		0		0		0	
Axe 7	20 899 294,26	20 899 294,26	0		8 625 287,13	41	0		0		5 279 035,75	25	1 707 985,63	8	0		5 221 746,90	25	65 238,85	0				
TOTAL	23 631 444,26	24 066 114,26	223 520	1	10 343 927,13	43	4 500,00	0	462 970	2	5 417 585,75	23	1 707 985,63	7	172 720	1	5 253 097	22	185 838,85	1	52 800	0	45 600	0

\* La Région Nouvelle-Aquitaine a délibéré le 9 octobre 2017 pour un montant total de 1 700 000 €.

\* \*



ANNEXE 6 : Calendrier prévisionnel

						Engagements pévisionnels											
	Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Maître d'ouvrage	Coût global	HT ou TTC	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	
Axe : 0 Animation PAPI	Animation		SMBS	558 800 €	TTC	50 800 €	50 800 €	50 800 €	50 800 €	50 800 €	50 800 €	50 800 €	50 800 €	50 800 €	50 800 €	50 800 €	
Axe 1 : Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque	Action I.G.1	Sensibilisation aux risques d'inondation et de submersion	SMBS	21 600 €	TTC									10 800 €	10 800 €		
	Action I.M.1	Mise en place d'un marégraphe dans l'estuaire de la Seudre et numérisation des données marégraphiques de Bourcefranc	SMBS / SPC	252 000 €	TTC		63 000 €	126 000 €	63 000 €								
	Action I.M.2	Quantification de la population saisonnnière sur la frange littorale du bassin de la Seudre	SMBS / CARA / CCBM	0 €	0												
	Action I.M.3	Recueil du vécu des populations face au risque submersion marine	SMBS	40 000 €	0							40 000 €					
Axe 2 : Surveillance, prévision des crues et des inondations	Action II.M.1	Création d'un système d'alerte de prévision des surcotes et submersions marines	UNIMA	0 €	0	L'action inscrite pour mémoire dans le programme initial est retirée du programme d'acions du PAPI du Bassin de la Seudre											
Axe 3 : Alerte et gestion de crise	Action III.G.1	Définition de seuils d'alerte locaux	SMBS / Commune de Saujon	0 €	0												
	Action III.G.2	Réalisation des Plans Communaux de Sauvegarde	Communes	0 €	0												
	Action III.G.3	Assistance à la réalisation de PPMS sur le volet inondation	SMBS	0 €	0												
	Action III.G.4	Réalisation d'exercices de gestion de crise sur le volet inondation	Communes	0 €	0												
	Action III.M.1	Assistance intercommunale de gestion de crise sur la problématique "submersion marine"	CARA / CCBM	0 €	0												
	Action III.F.1	Réalisation d'un PCA sur la commune de Saujon	Commune de Saujon	0 €	0												
Axe 4 : Prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme	Action IV.G.1	Intégration des risques d'Inondation dans les documents d'urbanisme	SMBS	0 €	0												
	Action IV.M.1	Approbation des PPRL des communes de l'estuaire de la Seudre	Etat	?	0					?							

						Engagements pévissionnels										
	Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Maître d'ouvrage	Coût global	HT ou TTC	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Axe 5 : Actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens	Action V.G.1	Diagnostic de vulnérabilité aux inondations de l'ensemble des réseaux	SMBS	0 €	0											
	Action V.G.2	Animer les réflexions sur l'élaboration d'une stratégie de gestion et valorisation des déchets post-inondation	SMBS	72 000 €	TTC								36 000 €	36 000 €		
	Action V.M.1	Analyse de vulnérabilité aux submersions marines des habitations et établissements sensibles	SMBS	325 020 €	TTC		18 000 €	35 500 €	35 500 €	36 200 €	37 000 €	40 705 €	40 705 €	40 705 €	40 705 €	
	Action V.M.2	Etude du maintien de la continuité territoriale face au risque submersion marine	CD 17	54 000 €	TTC						27 000 €	27 000 €				
	Action V.M.3	Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations dans l'estuaire de la Seudre	Particuliers	1 565 000 €	TTC						313 000 €	313 000 €	313 000 €	313 000 €	313 000 €	
	Action V.M.4	Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des biens d'activités professionnelles d'entreprises de moins de 20 salariés de l'estuaire de la Seudre	Entreprises	82 900 €	TTC							16 580 €	16 580 €	16 580 €	16 580 €	16 580 €
	Action V.M.5	Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des bâtiments publics (hors réseaux et infrastructures) de l'estuaire de la Seudre	Collectivités locales	95 500 €	TTC							19 100 €	19 100 €	19 100 €	19 100 €	19 100 €
	Action V.M.6	Etude de faisabilité de l'achat des habitations exposées à plus de 1 m d'eau sur le secteur nord de Bourcefranc-le- Chapus	CCBM	40 000 €	TTC							40 000 €				
Axe 6 : Ralentissement des écoulements	Action VI.G.1	Elaboration d'une gouvernance de l'eau adaptée sur le bassin de la Seudre	EPCI du bassin de la Seudre	0 €	0	Financement hors cadre PAPI										
	Action VI.G.2	Animer la réflexion sur les politiques foncières à l'échelle du bassin	SMBS	0 €	0											
	Action VI.M.1	Analyse du rôle des taillées dans la protection contre la submersion marine	SMBS	60 000 €	TTC						30 000 €	30 000 €				
Axe 7 : Gestion des ouvrages de protection hydraulique	Action VII.M.1	Confortement et rehaussement des digues de 1er rang sur Ronce-Les-Bains	CD 17	4 903 600 €	HT			71 690 €	71 690 €	71 690 €	142 465 €	2 344 265 €	2 201 800 €			
	Action VII.M.2	Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de La Tremblade	CD 17	5 270 000 €	HT			65 874 €	65 874 €	65 874 €	104 126 €	104 126 €	2 484 126 €	2 380 000 €		
	Action VII.M.3	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Chaillevette	CD 17	2 950 000 €	HT				26 418 €	26 418 €	74 291 €	74 291 €	74 291 €	940 958 €	866 667 €	866 667 €
	Action VII.M.4	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de l'Eguille- sur-Seudre	CD 17	1 660 000 €	HT			83 920 €	83 920 €	83 920 €	49 121 €	704 121 €	655 000 €			
	Action VII.M.5	Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de Saujon	CD 17	5 710 000 €	HT				27 965 €	62 965 €	112 268 €	112 268 €	112 268 €	1 835 601 €	1 723 333 €	1 723 333 €
	Action VII.M.6	Confortement/rehaussement de la digue de 1er rang sur la commune de Marennes	CD 17	100 489 €	HT		25 122 €	25 122 €	25 122 €	25 122 €						
	Action VII.M.7	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la partie nord de la commune de Bourcefranc-Le-Chapus	CD 17	225 705 €	HT				55 348 €	90 348 €	26 670 €	26 670 €	26 670 €	0 €	0 €	
	Action VII.M.8	Etudes stratégiques de réduction de la vulnérabilité à la submersion marine sur le secteur sud de L'Eguille	CD 17	79 500 €	HT							39 750 €	39 750 €			
Total				24 066 114 €	/	50 800 €	156 922 €	458 906 €	505 636 €	513 336 €	966 740 €	3 982 675 €	6 070 089 €	5 643 544 €	3 040 985 €	2 676 480 €

**ANNEXE 7 :** Communes concernés par le respect des obligations de l'article 8 de la présente convention

---

- Chaillevette
- L'Eguille-sur-Seudre
- La Tremblade
- Saujon